



Communiqué de presse

LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2006

(Toronto, Ontario, le 1^{er} juin, 2006) – La **Banque CIBC** a annoncé un bénéfice net de 585 M\$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2006, contre un bénéfice net de 440 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Le résultat dilué par action s'est élevé à 1,63 \$, comparativement à 1,20 \$ au deuxième trimestre de 2005.

Le résultat dilué par action de 1,63 \$ pour le deuxième trimestre de 2006 a été augmenté des éléments suivants :

- un recouvrement d'impôts de 35 M\$ (0,10 \$ l'action) par suite de la résolution favorable d'une vérification fiscale de Marchés de détail CIBC;
- une reprise de la provision générale pour pertes sur créances de 25 M\$ (16 M\$ après impôts, ou 0,05 \$ l'action).

Le résultat dilué par action de 1,63 \$ pour le deuxième trimestre de 2006 a été réduit des éléments suivants :

- un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts, ou 0,03 \$ l'action) en raison de l'incidence de l'évaluation des écarts de taux à la valeur du marché en vertu de la Note d'orientation concernant la comptabilité 13 (NOC-13) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés sur notre portefeuille de dérivés de crédit rattachés aux prêts aux entreprises;
- un montant de 11 M\$ (7 M\$ après impôts, ou 0,02 \$ l'action) en raison de l'incidence ponctuelle d'un rajustement comptable à l'égard des frais de paiement anticipé de prêts hypothécaires.

Le résultat dilué par action de 1,20 \$ au deuxième trimestre de 2005 comprenait une provision sans incidence fiscale de 75 M\$ (0,21 \$ l'action) se rapportant à des opérations de la Banque CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis ayant participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement.

Au trimestre précédent, le bénéfice net avait atteint 580 M\$, et le résultat dilué par action, 1,62 \$.

Le point sur les priorités de l'entreprise

«Nous avons continué à faire des progrès réguliers pendant le trimestre à l'égard de nos trois grandes priorités afin de positionner la Banque CIBC pour assurer son rendement à long terme constant et durable», déclare Gerald T. McCaughey, président et chef de la direction.

Solidité du bilan et utilisation des fonds propres

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC était à 9,2 % au 30 avril 2006, contre 9,0 % au 31 janvier 2006.

Au chapitre de la solidité du bilan, la Banque CIBC s'applique à maintenir un ratio cible de 8,5 % pour les fonds propres de première catégorie.

Quant à l'utilisation des fonds propres, la priorité première de la Banque CIBC consiste à investir dans les activités essentielles. Une fois ses besoins internes financés, la Banque CIBC évaluera d'autres possibilités de déploiement des fonds propres.

À l'heure actuelle, la Banque CIBC accumule des fonds propres en vue de financer l'acquisition prévue d'une participation majoritaire dans FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean).

Maintien et raffermissement de la vigueur des activités

Marchés de détail CIBC a affiché des revenus de 1 964 M\$, comparativement à 2 059 M\$ au trimestre précédent et à 1 971 M\$ au trimestre correspondant de 2005.

Bien que le contexte national demeure concurrentiel, les activités de détail de la Banque CIBC maintiennent un bon rendement dans l'ensemble et demeurent bien positionnées sur le marché.

La Banque CIBC a pris un certain nombre de mesures pour renforcer ses activités de détail et mieux les positionner en vue d'une croissance à long terme, dont l'intégration de la gestion des Services bancaires personnels et Services bancaires à la PME et du Service Impérial, l'intégration de la gestion de ses activités liées aux cartes de crédit et de marchés de détail, et l'intégration de la gestion de ses activités de dépôts et de placements à terme fixe.

La Banque CIBC s'attache à développer ses activités de crédit et à réduire ses pertes sur prêts. Elle a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives visant à accroître le nouveau montage de prêts garantis afin d'améliorer la qualité globale des actifs du portefeuille. Selon les prévisions de la Banque CIBC, les mesures qu'elle a prises permettront d'abaisser les niveaux de pertes avec le temps. Cependant, elle ne prévoit pas d'amélioration en 2006.

Au cours du trimestre, la Banque CIBC a annoncé son intention d'acquérir la participation de 43,7 % de Barclays Bank PLC dans FirstCaribbean. Cette possibilité s'aligne bien sur les activités essentielles de la Banque CIBC, surtout dans les services de détail. Si elle est conclue, l'opération viendra améliorer les activités de détail actuelles de la Banque CIBC et diversifier ses revenus.

Marchés mondiaux CIBC a dégagé des revenus de 607 M\$, en regard de 679 M\$ au trimestre précédent et de 742 M\$ au trimestre correspondant de 2005.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit ont beaucoup reculé par rapport à un deuxième trimestre très solide en 2005, principalement en raison des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et de la baisse des revenus tirés des services bancaires d'investissement et du financement immobilier aux États-Unis. Le deuxième trimestre de 2005 comprenait des gains à la vente de placements dans des activités de structuration abandonnées aux États-Unis.

Les activités de base de Marchés mondiaux CIBC au Canada demeurent solides. Tout au long du premier semestre de 2006, Marchés mondiaux CIBC a maintenu sa position de chef de file de la prise ferme au Canada.

L'entreprise de financement immobilier de la Banque CIBC aux États-Unis a poursuivi son succès au cours du trimestre en concluant sa deuxième émission de l'exercice de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. La Banque CIBC continue de cibler des créneaux du marché américain où elle a des compétences et le meilleur potentiel de rentabilité.

La Banque CIBC continue d'investir dans ses activités de base, particulièrement dans les domaines du talent, du crédit, de l'innovation en matière de produits et des ressources financières pour veiller à ce que la croissance de ses activités de gros soit appuyée et concentrée.

Amélioration de la productivité

Après le deuxième trimestre de 2005, la Banque CIBC s'est fixé comme objectif d'améliorer son coefficient d'efficacité à un niveau qui se situe à la médiane ou au-dessus des principales banques canadiennes. À l'appui de cet objectif, la Banque CIBC maintient son engagement à réduire ses frais annuels de 250 M\$ d'ici la fin de 2006.

Au deuxième trimestre, la Banque CIBC s'est encore rapprochée de son objectif. Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 825 M\$, en regard de 2 032 M\$ au deuxième trimestre de 2005, montant qui comprenait la provision susmentionnée de 75 M\$ liée à des règlements de fonds de couverture.

«En nous concentrant sur la solidité de notre bilan et l'utilisation de nos fonds propres, en maintenant et en raffermissant la vigueur de notre entreprise et en améliorant notre productivité, nous demeurons persuadés que nous prenons les mesures nécessaires pour réaliser notre objectif de fournir un rendement à long terme constant et durable, affirme M. McCaughey.»

Apporter davantage à nos collectivités

Au cours du trimestre, le Conseil canadien sur la commandite a remis un certificat de mérite à la Banque CIBC en reconnaissance de ses programmes de commandite à l'appui de la Course à la vie CIBC de la Fondation canadienne du cancer du sein.

De plus, Marchés mondiaux CIBC a fièrement appuyé la promesse de don au programme Healthy Babies dans le cadre du programme Women's and Infants' Health au Mount Sinai Hospital de Toronto. Le don vise à financer l'achat d'isolettes pour les unités Valentine Neonatal Intensive Care afin de venir en aide aux nouveau-nés gravement malades et à risque.

Perspectives

L'économie nord-américaine devrait progresser modérément jusqu'à la fin de 2006. Les nouvelles hausses des taux d'intérêt au cours du trimestre écoulé devraient ralentir la croissance des dépenses de consommation et du logement, ce qui devrait plus que compenser l'augmentation des dépenses en capital. La fermeté soutenue des prix des marchandises et un affaiblissement continu du dollar américain par rapport aux devises d'outre-mer devraient maintenir le dollar canadien à des niveaux historiquement élevés, ce qui devrait freiner la croissance des exportations et permettre à la Banque du Canada de fermer le cycle actuel de majoration des taux d'intérêt.

Le taux de croissance des volumes de produits de prêt devrait vraisemblablement reculer, à mesure que les consommateurs se feront plus prudents au chapitre des dépenses discrétionnaires face à la montée des taux d'intérêt et des coûts de l'énergie et que la CIBC continuera d'abaisser le profil de risque de son portefeuille de prêts à la consommation. Les pressions concurrentielles continueront probablement de comprimer les marges d'intérêt nettes.

Les horizons de nos activités des marchés financiers, des services bancaires d'investissement et de la gestion des avoirs sont positifs, dans le sillage des perspectives de croissance modérée de l'économie nord-américaine et de la vigueur soutenue des marchés boursiers. Bien que le cycle de crédit doive demeurer favorable jusqu'à la fin de 2006, le faible niveau actuel de défaillance des entreprises ne devrait pas se maintenir à long terme.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de John Ferren, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416 980-2088. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416 980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications avec les investisseurs et communications financières, au 416 980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC s'appuient sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC pour leur attestation du rapport financier du deuxième trimestre et des procédures et contrôles. Le chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du deuxième trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

non vérifié	Aux dates indiquées et pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées et pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action - résultat de base	1,65 \$	1,64 \$	1,21 \$	3,28 \$	3,18 \$
- résultat dilué	1,63	1,62	1,20	3,25	3,14
- dividendes	0,68	0,68	0,65	1,36	1,30
- valeur comptable	26,61	25,85	30,95	26,61	30,95
Cours - haut	86,00	81,00	74,75	86,00	74,75
- bas	77,95	72,90	68,36	72,90	67,95
- clôture	82,75	79,90	74,75	82,75	74,75
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
- moyen de base	335 147	334 357	340 461	334 745	343 413
- moyen dilué	338 544	337 704	344 289	338 117	347 294
- à la fin de la période	335 519	334 786	338 730	335 519	338 730
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	27 764 \$	26 749 \$	25 320 \$	27 764 \$	25 320 \$
Mesures de valeur					
Ratio cours-bénéfice (sur 12 mois)	négl.	négl.	12,7	négl.	12,7
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	3,4 %	3,4 %	3,6 %	3,3 %	3,5 %
Ratio dividendes-bénéfice	41,4 %	41,6 %	53,6 %	41,5 %	41,0 %
Cours/valeur comptable	3,11	3,09	2,41	3,11	2,41
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Total des revenus	2 766 \$	2 849 \$	2 820 \$	5 615 \$	5 899 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	138	166	159	304	337
Frais autres que d'intérêts	1 825	1 868	2 032	3 693	3 933
Bénéfice net	585	580	440	1 165	1 147
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	66,0 %	65,6 %	72,1 %	65,8 %	66,7 %
Coefficient d'efficacité (BIE) ¹	65,0 %	64,5 %	70,9 %	64,8 %	65,7 %
Rendement des capitaux propres	25,7 %	25,6 %	16,2 %	25,6 %	21,0 %
Marge d'intérêts nette	1,47 %	1,59 %	1,74 %	1,53 %	1,78 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,71 %	1,86 %	2,05 %	1,79 %	2,10 %
Rendement de l'actif moyen	0,83 %	0,81 %	0,63 %	0,82 %	0,80 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	0,97 %	0,94 %	0,74 %	0,95 %	0,95 %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	90 295 \$	89 253 \$	86 198 \$	90 295 \$	86 198 \$
Prêts et acceptations	145 826	144 779	144 724	145 826	144 724
Total de l'actif	290 721	288 906	287 710	290 721	287 710
Dépôts	193 503	193 666	196 484	193 503	196 484
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	8 929	8 655	10 485	8 929	10 485
Actif moyen	288 428	285 679	287 802	287 030	288 049
Actif productif d'intérêts moyen	248 198	245 269	244 978	246 709	244 662
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	8 803	8 484	10 425	8 641	10 465
Biens administrés	1 027 900	1 030 400	876 600	1 027 900	876 600
Mesures de la qualité du bilan					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	7,8 %	7,6 %	8,8 %	7,8 %	8,8 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	115,1 \$	113,3 \$	118,6 \$	115,1 \$	118,6 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,2 %	9,0 %	10,7 %	9,2 %	10,7 %
Ratio des fonds propres total	13,7 %	13,1 %	13,4 %	13,7 %	13,4 %
Autres informations					
Ratio détail/gros ²	74 % / 26 %	74 % / 26 %	73 % / 27 %	74 % / 26 %	73 % / 27 %
Effectif permanent	36 741	36 971	37 057	36 741	37 057

1) Base d'imposition équivalente (BIE). Pour en savoir davantage, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

2) Les activités de détail comprennent Marchés de détail CIBC et le Groupe Entreprises (inclus dans Marchés mondiaux CIBC). Les activités de gros englobent Marchés mondiaux CIBC, à l'exclusion du Groupe Entreprises. Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activités à la fin de la période. Pour en savoir davantage, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

négl. – négligeable en raison de la perte nette pendant la période de 12 mois consécutifs.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle de 2005. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 1^{er} juin 2006. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) n'est censée avoir été intégrée par renvoi aux présentes. Certains montants de périodes antérieures ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 188 et 189 de notre Reddition de comptes annuelle de 2005.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, la CIBC fait des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations dans les sections «Le point sur les priorités d'entreprise», «Perspectives» et «FirstCaribbean International Bank» du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant les activités, les secteurs d'activité, la situation financière, la gestion des risques, les priorités, les cibles, les objectifs permanents ainsi que les stratégies et perspectives de la CIBC pour 2006 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «compter», «estimer» et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de la volonté de la CIBC, influent sur les activités, le rendement et les résultats de la CIBC et de ses secteurs d'activité et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : la possibilité que l'opération proposée avec FirstCaribbean ne soit pas conclue au moment prévu ou ne soit pas conclue du tout, ou que la CIBC et Barclays Bank PLC doivent modifier des aspects de l'opération proposée pour obtenir une approbation réglementaire; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où la CIBC est en exploitation, dont des modifications des lois canadiennes réglementant les institutions financières et des modifications réglementaires américaines visant les entreprises étrangères inscrites à la cote d'une bourse américaine; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'évolution des lois fiscales; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme sur les activités de la CIBC; les catastrophes naturelles; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires aux activités de la CIBC; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information fournie à la CIBC par ses clients et contreparties; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où la CIBC mène ses activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; la capacité de la CIBC à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir ses canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus qu'elle en tire; les changements des habitudes des clients en matière de dépenses et d'économies; et la capacité de la CIBC à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur les énoncés prospectifs de la CIBC. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois qu'il ne leur soit accordé une confiance démesurée. La CIBC ne s'engage à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport de gestion ou d'autres communications.

Survol de la direction

La CIBC est l'une des principales institutions financières nord-américaines qui, au 30 avril 2006, affichait un actif de 290,7 G\$, une capitalisation boursière de 27,8 G\$ et un ratio des fonds propres de première catégorie de 9,2 %. La CIBC offre des services financiers aux particuliers, aux PME, aux entreprises ainsi qu'à des clients institutionnels.

Rendement financier

	À la date indiquée et pour les trois mois terminés le			À la date indiquée et pour les six mois terminés le		
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005	
en millions de dollars, sauf les données par action						
Total des revenus	2 766 \$	2 849 \$	2 820 \$	5 615 \$	5 899 \$	
Bénéfice net	585	580	440	1 165	1 147	
Bénéfice par action						
- de base	1,65	1,64	1,21	3,28	3,18	
- dilué	1,63	1,62	1,20	3,25	3,14	
Dividendes par action	0,68	0,68	0,65	1,36	1,30	
Total de l'actif	290 721	288 906	287 710	290 721	287 710	
Rendement des capitaux propres	25,7 %	25,6 %	16,2 %	25,6 %	21,0 %	
Coefficient d'efficacité	66,0 %	65,6 %	72,1 %	65,8 %	66,7 %	
Total du rendement des capitaux propres	4,4 %	11,6 %	10,2 %	16,5 %	3,0 %	
Cours de l'action	82,75	79,90	74,75	82,75	74,75	
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,2 %	9,0 %	10,7 %	9,2 %	10,7 %	
Ratio du total des fonds propres	13,7 %	13,1 %	13,4 %	13,7 %	13,4 %	

La croissance économique a connu un essor au Canada et aux États-Unis au cours du premier trimestre civil de 2006. Bien que des signes portent à croire que le rythme sera plus modéré pour les prochains trimestres, la croissance de l'emploi est demeurée très forte au Canada, appuyant les activités des consommateurs. Les taux d'intérêt à court et à long terme ont augmenté dans les deux pays, alors que les banques centrales ont continué d'augmenter les taux de financement à un jour. Par conséquent, la croissance de la demande de crédit à la consommation au Canada a ralenti, mais la croissance des prêts hypothécaires a été forte. Les marchés boursiers nord-américains sont demeurés solides, et la reprise au Canada a profité de la force des prix des marchandises, qui a provoqué une appréciation encore plus grande du dollar canadien.

Le bénéfice net du trimestre s'est fixé à 585 M\$, en hausse de 145 M\$, ou 33 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui comprenait une provision sans incidence fiscale de 75 M\$ liée à des règlements pour fonds de couverture (répartie également entre Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC). Le bénéfice du trimestre considéré a augmenté en raison de ce qui suit :

- un recouvrement d'impôts de 35 M\$ par suite de la résolution favorable d'une vérification fiscale de Marchés de détail CIBC;
- une reprise de la provision générale pour pertes sur créances de 25 M\$ (16 M\$ après impôts).

Le bénéfice du trimestre considéré a été réduit par ce qui suit :

- un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts) en raison de l'incidence de l'évaluation des écarts de taux à la

valeur de marché en vertu de la note d'orientation 13 (NOC-13) de l'Institut des Comptables Agréés du Canada sur notre portefeuille de dérivés de crédit rattachés aux prêts aux entreprises;

- un montant de 11 M\$ (7 M\$ après impôts) en raison de l'incidence unique d'un rajustement comptable à l'égard des frais de paiement anticipé de prêts hypothécaires.

De plus, la diminution des produits bancaires d'investissement et de crédit a été en partie contrebalancée par la réduction des charges de projet et des honoraires professionnels et par l'augmentation des gains pour les Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur.

Le bénéfice net a augmenté de 5 M\$, ou 1 %, en regard du trimestre précédent. Le trimestre considéré a profité du recouvrement d'impôts et de la reprise de la provision générale pour pertes sur créances susmentionnées, de l'augmentation des revenus des Services de banque d'affaires et de la diminution des frais autres que d'intérêts. Ces augmentations ont été en grande partie contrebalancées par une diminution des revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit, des prêts hypothécaires (dont l'incidence du rajustement comptable lié au paiement anticipé de prêts hypothécaires susmentionné) et des services bancaires personnels et à la PME.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, le bénéfice net s'est accru de 18 M\$, ou 2 %, en regard de la même période de 2005. Les résultats de la période précédente incluaient ce qui suit :

- un gain de 85 M\$ (85 M\$ après impôts) à la vente de Republic Bank;
- une provision sans incidence fiscale de 75 M\$ liée à des règlements pour fonds de couverture, déjà mentionnée;
- un gain de 115 M\$ (64 M\$ après impôts) à la vente de Juniper;
- un gain de 34 M\$ (22 M\$ après impôts) à la vente d'actions d'ACE Aviation Holdings Inc. (la vente d'ACE).

Les résultats de la période considérée ont profité de la croissance des volumes et de l'augmentation des revenus du courtage de détail de Marchés de détail CIBC, de la diminution des honoraires professionnels et des charges de projet, ainsi que de l'augmentation des revenus des marchés financiers. De plus, la période considérée incluait le recouvrement d'impôts et la reprise de la provision générale dont il a déjà été question. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la réduction des revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit et le rajustement comptable lié au paiement anticipé de prêts hypothécaires susmentionnés.

Le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres pour le trimestre se sont fixés respectivement à 1,63 \$ et à 25,7 % en regard de 1,20 \$ et de 16,2 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 1,62 \$ et de 25,6 % pour le trimestre précédent. Le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres du semestre terminé le 30 avril 2006 ont atteint respectivement 3,25 \$ et 25,6 % en comparaison de 3,14 \$ et 21,0 % pour la même période de 2005.

Le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio des fonds propres total se sont établis à respectivement 9,2 % et à 13,7 %, comparativement à 10,7 % et à 13,4 % pour le même trimestre de 2005 et à 9,0 % et à 13,1 % pour le trimestre précédent.

La CIBC a affiché un total du rendement des capitaux propres pour le trimestre de 4,4 % comparativement à 10,2 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 11,6 % pour le trimestre précédent. Le total du rendement des capitaux propres du semestre terminé le 30 avril 2006 a atteint 16,5 % en comparaison de 3,0 % pour la même période de 2005.

Sommaire des résultats sectoriels

Marchés de détail CIBC

Le bénéfice net a augmenté de 91 M\$, ou 27 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison du recouvrement d'impôts de 35 M\$ par suite de la résolution favorable d'une vérification fiscale, contrebalancé en partie par un montant de 11 M\$ (7 M\$ après impôts) en raison de l'incidence unique d'un rajustement comptable à l'égard des frais de paiement anticipé de prêts hypothécaires. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent incluait une provision sans incidence fiscale de 37,5 M\$ liée à des règlements pour fonds de couverture.

Le recul de 6 M\$, ou 1 %, du bénéfice net par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la baisse des revenus, y compris l'incidence du rajustement comptable lié au paiement anticipé de prêts hypothécaires susmentionnés, contrebalancée en partie par le recouvrement d'impôts dont il a déjà été question.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2006 a augmenté de 51 M\$, ou 6 %, en regard de la même période de 2005, surtout en raison du recouvrement d'impôts dont il a déjà été question, la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la montée des revenus du courtage de détail, contrebalancés en partie par le rajustement comptable lié au paiement anticipé de prêts hypothécaires susmentionnés. La période correspondante de l'exercice précédent incluait un gain après impôts de 85 M\$ à la vente de Republic Bank, un gain après impôts de 22 M\$ à la vente d'ACE et la provision liée aux fonds de couverture susmentionnée.

Marchés mondiaux CIBC

Le bénéfice net a diminué de 5 M\$, ou 4 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des produits bancaires d'investissement et de crédit, contrebalancée en partie par la réduction des frais autres que d'intérêts, la hausse des gains des Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur, et la hausse des revenus des marchés financiers. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent incluait une provision sans incidence fiscale de 37,5 M\$ liée à des règlements pour fonds de couverture.

Le bénéfice net a fléchi de 18 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des produits bancaires d'investissement et de crédit et des revenus des marchés financiers, contrebalancée en partie par la hausse des revenus des Services de banque d'affaires et de la réduction des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2006 a fléchi de 50 M\$, ou 17 %, par rapport au même semestre de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des produits bancaires d'investissement et de crédit et de la baisse des revenus de trésorerie répartis, contrebalancées en partie par la réduction des frais autres que d'intérêts et par la hausse des revenus des marchés financiers. La période précédente incluait une provision liée à des règlements pour fonds de couverture dont il a déjà été question.

Siège social et autres

Le bénéfice net s'est établi à 43 M\$ en regard d'une perte nette de 16 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison d'une diminution des coûts de soutien non répartis du siège social et de la reprise de 25 M\$ (16 M\$ après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Le bénéfice net a augmenté de 29 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la reprise de la provision générale déjà mentionnée.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2006 a augmenté de 17 M\$, ou 43 %, en regard de la

même période de 2005, surtout en raison de la diminution des coûts de soutien non répartis du siège social, de la reprise de la provision générale et de la croissance des revenus des coentreprises CIBC Mellon. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par le gain à la vente de Juniper au premier trimestre de l'exercice précédent.

Le point sur les priorités de l'entreprise

La CIBC a continué à faire des progrès réguliers pendant le trimestre à l'égard de ses trois grandes priorités afin de se positionner pour assurer son rendement à long terme constant et durable.

Solidité du bilan et utilisation des fonds propres

Au chapitre de la solidité du bilan, nous nous appliquons à maintenir un ratio cible de 8,5 % pour les fonds propres de première catégorie.

Quant à l'utilisation des fonds propres, notre priorité première consiste à investir dans les activités essentielles de la CIBC. Une fois nos besoins internes financés, nous évaluerons d'autres possibilités de déploiement des fonds propres.

À l'heure actuelle, nous accumulons des fonds propres en vue de financer notre acquisition prévue d'une participation majoritaire dans FirstCaribbean International Bank.

Maintien et raffermissement de la vigueur des activités

Bien que le contexte national demeure concurrentiel, les activités de détail de la CIBC maintiennent un bon rendement dans l'ensemble et demeurent bien positionnées sur le marché.

Les activités de base de Marchés mondiaux CIBC au Canada demeurent solides. Nous continuons de cibler des créneaux du marché américain où nous avons des compétences et le meilleur potentiel de rentabilité.

Une discussion détaillée sur notre rendement figure à la section portant sur les secteurs d'activités du présent rapport de gestion.

Amélioration de la productivité

Après le deuxième trimestre de 2005, la CIBC s'est fixé comme objectif d'améliorer son coefficient d'efficacité à un niveau qui se situe à la médiane ou au-dessus des principales banques canadiennes. À l'appui de cet objectif, la CIBC maintient son engagement à réduire ses frais annuels de 250 M\$ d'ici la fin de 2006.

Au cours du trimestre, la CIBC s'est encore rapprochée de son objectif. Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 825 M\$, en regard de 2 032 M\$ au deuxième trimestre de 2005, montant qui comprenait la provision susmentionnée de 75 M\$ liée à des règlements de fonds de couverture.

Perspectives

L'économie nord-américaine devrait progresser modérément jusqu'à la fin de 2006. Les nouvelles hausses des taux d'intérêt au cours du trimestre écoulé devraient ralentir la croissance des dépenses de consommation et du logement, ce qui devrait plus que compenser l'augmentation des dépenses en capital. La fermeté soutenue des prix des marchandises et un autre affaiblissement du dollar américain par rapport aux devises d'outre-mer devraient maintenir le dollar canadien à des niveaux historiquement élevés, ce qui devrait freiner la croissance des exportations et permettre à la Banque du Canada de fermer le cycle actuel de majoration des taux d'intérêt.

Le taux de croissance des volumes de produits de prêt devrait vraisemblablement reculer, à mesure que les consommateurs se feront plus prudents au chapitre des dépenses discrétionnaires face à la montée des taux d'intérêt et des coûts de l'énergie et que la CIBC continuera d'abaisser le profil de risque de son portefeuille de prêts à la consommation. Les pressions concurrentielles continueront probablement de comprimer les marges d'intérêt nettes.

Les horizons de nos activités des marchés financiers, des services bancaires d'investissement et de la gestion des avoirs sont positifs, dans le sillage des perspectives de croissance modérée de l'économie nord-américaine et de la vigueur soutenue des marchés boursiers. Bien que le cycle de crédit doive demeurer favorable jusqu'à la fin de 2006, le faible niveau actuel de défaillance des entreprises ne devrait pas se maintenir à long terme.

Mode de présentation de l'information de la CIBC

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité reflètent les caractéristiques de nos produits et services ainsi que les clients à qui sont destinés ces produits et services.

Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, et Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité. Le groupe Siège social et autres comprend également Juniper Financial Corp. (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débentures d'Oppenheimer Holdings Inc., et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons réuni les groupes fonctionnels Administration et Technologie et opérations et avons nommé le nouveau groupe «Administration, Technologie et opérations». Nous avons également transféré certaines fonctions

administratives de ce groupe au nouveau groupe fonctionnel Conformité, Affaires juridiques et réglementation.

Nous employons le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur pour mesurer et présenter les résultats d'exploitation de nos deux secteurs d'activité. Ce modèle se sert de certaines estimations et de méthodes de répartition dans la préparation de l'information financière sectorielle. Selon ce modèle, les paiements internes relatifs aux commissions de vente et de suivi et aux honoraires de prestation de services sont répartis entre les secteurs d'activité. Périodiquement, les commissions de vente et de suivi versées aux segments pour certains produits sont renégociées. L'information financière de la période précédente n'a pas été reclassée pour tenir compte de ces changements de commissions. De plus, les revenus, les frais et les ressources au bilan liés à certaines activités sont entièrement imputés aux autres secteurs d'activité. La direction utilise ce modèle pour mieux évaluer le fonctionnement économique de nos segments de clientèle, des produits et des réseaux de distribution.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification standardisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 42 de la Reddition de comptes annuelle de 2005.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures selon les PCGR :

Activités de détail

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenus					
Marchés de détail CIBC	1 964 \$	2 059 \$	1 971 \$	4 023 \$	4 079 \$
Ajouter : Groupe Entreprises	105	111	106	216	222
	2 069 \$	2 170 \$	2 077 \$	4 239 \$	4 301 \$
Bénéfice net					
Marchés de détail CIBC	432 \$	438 \$	341 \$	870 \$	819 \$
Ajouter : Groupe Entreprises	23	30	24	53	63
	455 \$	468 \$	365 \$	923 \$	882 \$

Activités de gros

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenus					
Marchés mondiaux CIBC	607 \$	679 \$	742 \$	1 286 \$	1 491 \$
Moins : Groupe Entreprises	105	111	106	216	222
	502 \$	568 \$	636 \$	1 070 \$	1 269 \$
Bénéfice net					
Marchés mondiaux CIBC	110 \$	128 \$	115 \$	238 \$	288 \$
Moins : Groupe Entreprises	23	30	24	53	63
	87 \$	98 \$	91 \$	185 \$	225 \$

Mesures de l'état des résultats

en millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2006	Total des revenus	1 964 \$	607 \$	195 \$	2 766 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	42	-	42
	Revenus (BIE)	1 964 \$	649 \$	195 \$	2 808 \$
	Bénéfice net	432 \$	110 \$	43 \$	585 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	120	60	4	184
	Bénéfice économique	312 \$	50 \$	39 \$	401 \$
	Coefficient d'efficacité	62,4 %	83,4 %	négl.	66,0 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,5	négl.	1,0
	Coefficient d'efficacité (BIE)	62,4 %	77,9 %	négl.	65,0 %
31 janv. 2006	Total des revenus	2 059 \$	679 \$	111 \$	2 849 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	46	-	46
	Revenus (BIE)	2 059 \$	725 \$	111 \$	2 895 \$
	Bénéfice net	438 \$	128 \$	14 \$	580 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	126	64	5	195
	Bénéfice économique	312 \$	64 \$	9 \$	385 \$
	Coefficient d'efficacité	60,0 %	78,3 %	négl.	65,6 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	4,9	négl.	1,1
	Coefficient d'efficacité (BIE)	60,0 %	73,4 %	négl.	64,5 %
30 avril 2005	Total des revenus	1 971 \$	742 \$	107 \$	2 820 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	48	-	48
	Revenus (BIE)	1 971 \$	790 \$	107 \$	2 868 \$
	Bénéfice net (perte nette)	341 \$	115 \$	(16) \$	440 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	119	63	2	184
	Bénéfice économique (perte économique)	222 \$	52 \$	(18) \$	256 \$
	Coefficient d'efficacité	65,1 %	79,6 %	négl.	72,1 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	4,8	négl.	1,2
	Coefficient d'efficacité (BIE)	65,1 %	74,8 %	négl.	70,9 %
en millions de dollars, pour les six mois terminés le					
30 avril 2006	Total des revenus	4 023 \$	1 286 \$	306 \$	5 615 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	88	-	88
	Revenus (BIE)	4 023 \$	1 374 \$	306 \$	5 703 \$
	Bénéfice net	870 \$	238 \$	57 \$	1 165 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	246	124	9	379
	Bénéfice économique	624 \$	114 \$	48 \$	786 \$
	Coefficient d'efficacité	61,2 %	80,7 %	négl.	65,8 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,2	négl.	1,0
	Coefficient d'efficacité (BIE)	61,2 %	75,5 %	négl.	64,8 %
30 avril 2005	Total des revenus	4 079 \$	1 491 \$	329 \$	5 899 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	89	-	89
	Revenus (BIE)	4 079 \$	1 580 \$	329 \$	5 988 \$
	Bénéfice net	819 \$	288 \$	40 \$	1 147 \$
	Moins : montant au titre du capital économique	239	128	8	375
	Bénéfice économique	580 \$	160 \$	32 \$	772 \$
	Coefficient d'efficacité	62,0 %	76,2 %	négl.	66,7 %
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	4,3	négl.	1,0
	Coefficient d'efficacité (BIE)	62,0 %	71,9 %	négl.	65,7 %

négl. – négligeable

Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière

Revue des états des résultats consolidés

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu net d'intérêts	1 036 \$	1 148 \$	1 224 \$	2 184 \$	2 546 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 730	1 701	1 596	3 431	3 353
Total des revenus	2 766	2 849	2 820	5 615	5 899
Dotation à la provision pour					
pertes sur créances	138	166	159	304	337
Frais autres que d'intérêts	1 825	1 868	2 032	3 693	3 933
Bénéfice avant impôts sur					
les bénéfices et part des					
actionnaires sans contrôle	803	815	629	1 618	1 629
Impôts sur les bénéfices	190	238	176	428	459
Part des actionnaires sans					
contrôle	28	(3)	13	25	23
Bénéfice net	585 \$	580 \$	440 \$	1 165 \$	1 147 \$

Revenus

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a baissé de 188 M\$, ou 15 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la réduction du revenu net d'intérêts des activités de négociation engendrée par la hausse des coûts de financement et de l'incidence de l'accroissement des créances titrisées dans le segment des cartes. Ces réductions ont été contrebalancées en partie par la hausse des volumes dans le segment des cartes ainsi que des dépôts.

Le revenu net d'intérêts a diminué de 112 M\$, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution du revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation et du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Le revenu net d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2006 a baissé de 362 M\$, ou 14 %, par rapport à la même période de 2005, surtout en raison de la réduction du revenu net d'intérêts des activités de négociation engendrée par la hausse des coûts de financement, l'incidence de l'accroissement des créances titrisées sur cartes de crédit, et une diminution du revenu d'intérêts sur les valeurs du compte de placement. Ces réductions ont été contrebalancées en partie par la hausse des volumes dans le segment des cartes ainsi que des dépôts.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a connu une hausse de 134 M\$, ou 8 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse du revenu des activités de négociation, des revenus de change de 47 M\$ découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos entreprises étrangères autres qu'américaines, ainsi que de la hausse du revenu de titrisation. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la réduction des revenus de commission de prise ferme et des honoraires de

consultation et la diminution des gains sur les valeurs du compte de placement, déduction faite des baisses de valeur et des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Le revenu autre que d'intérêts a fait un bond de 29 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent surtout en raison des revenus de change découlant du rapatriement susmentionné. De plus, le revenu des activités de négociation a augmenté principalement en raison de la hausse des revenus dans les entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la réduction des revenus de commission de prise ferme et des honoraires de consultation et des commissions sur crédit.

Le revenu autre que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2006 a grimpé de 78 M\$, ou 2 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, qui comprenait les gains à la vente de Juniper, de Republic Bank et d'ACE. Les résultats de la période considérée ont profité de l'augmentation des revenus des activités de négociation et du revenu de titrisation, de la hausse des revenus tirés de la valeur des actifs à honoraires et des revenus de change liés au rapatriement susmentionné. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la réduction des revenus de commission de prise ferme et des honoraires de consultation, les pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et la baisse des pertes sur les valeurs de compte de placement, déduction faite des baisses de valeur.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 21 M\$, ou 13 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la reprise de la provision générale de 25 M\$ et de la hausse des reprises du siège social.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 28 M\$, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, et a diminué de 33 M\$, ou 10 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2006 en regard de la même période de 2005, surtout en raison de la reprise de la provision générale dont il a déjà été question.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont chuté de 207 M\$, ou 10 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui comprenait une provision de 75 M\$ liée à des règlements pour fonds de couverture. Le trimestre considéré a profité de la baisse des charges de projet, des honoraires professionnels et des frais de publicité.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 43 M\$, ou 2 % par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des frais juridiques, et de la baisse des indemnités de cessation d'emploi qui s'explique surtout du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 240 M\$, ou 6 %, en comparaison de la même période de 2005, qui comprenait la provision pour les fonds de couverture susmentionnée.

La période considérée a profité de la diminution des honoraires professionnels, des charges de projet et des frais de publicité. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par la hausse de la charge au titre des régimes de retraite.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont grimpé de 14 M\$, ou 8 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des bénéfices et de la charge d'impôts de 47 M\$ liée au rapatriement déjà mentionné. L'augmentation a été en grande partie contrebalancée par l'incidence des changements à la proportion relative des bénéfices assujettis à divers taux d'imposition et par le recouvrement d'impôts de 35 M\$ lié à la résolution favorable d'une vérification fiscale de Marchés de détail CIBC.

Les impôts sur les bénéfices ont baissé de 48 M\$, ou 20 %, en regard du trimestre précédent, surtout à cause de l'incidence des changements à la proportion relative des bénéfices assujettis à divers taux d'imposition et du recouvrement d'impôts susmentionné, contrebalancés en partie par la charge d'impôts liée au rapatriement dont il a déjà été question.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les impôts sur les bénéfices ont fléchi de 31 M\$, ou 7 %, en comparaison de la même période de 2005, surtout à cause des raisons susmentionnées.

Le taux d'imposition réel de la CIBC s'est fixé à 23,7 % pour le trimestre, en comparaison de 28,0 % pour le même trimestre de 2005 et 29,2 % pour le trimestre précédent. Le taux d'imposition réel de la CIBC pour le semestre terminé le 30 avril 2006 s'est établi à 26,5 % comparativement à 28,2 % pour la même période de 2005.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs américains atteignait 242 M\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 119 M\$. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie des actifs d'impôts futurs ne seront pas réalisés avant leur échéance. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la page 47 de la Reddition de comptes annuelle de 2005. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

En 2005, la CIBC a réglé ses deux principales affaires judiciaires liées à Enron. Comme l'économie fiscale réalisée sur les montants des règlements reste en bout de ligne fortement incertaine, nous avons constaté les économies d'impôts minimales attendues.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a augmenté de 15 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et a augmenté de 2 M\$, ou 9 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2006 en regard de la période correspondante de 2005, surtout en raison de la hausse des

revenus dans les EDDV consolidées, contrebalancée en partie par la déconsolidation de certaines EDDV.

La part des actionnaires sans contrôle s'est accrue de 31 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la hausse des revenus en provenance des EDDV consolidées.

Revue du bilan consolidé

BILAN CONSOLIDÉ CONDENSÉ		
	30 avril	31 oct.
<i>en millions de dollars, au</i>	2006	2005
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	11 901 \$	11 852 \$
Valeurs mobilières	78 394	67 764
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	21 722	18 514
Prêts	139 531	141 783
Instruments dérivés à la valeur marchande	18 588	20 309
Autres actifs	20 585	20 148
Total des actifs	290 721 \$	280 370 \$
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	193 503 \$	192 734 \$
Instruments dérivés à la valeur marchande	18 691	20 128
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat	39 678	29 208
Autres passifs et acceptations	20 597	21 121
Titres secondaires	5 862	5 102
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Part des actionnaires sans contrôle	480	746
Capitaux propres	11 310	10 731
Total des passifs et des capitaux propres	290 721 \$	280 370 \$

Actifs

Au 30 avril 2006, l'actif totalisait 290,7 G\$, en hausse de 10,3 G\$, ou 4 %, en regard du 31 octobre 2005.

Les valeurs du compte de négociation ont augmenté de 5,3 G\$ en raison des activités normales axées sur les clients, et les valeurs du compte de placement ont augmenté de 5,3 G\$ en raison des activités de trésorerie normales.

La hausse des valeurs empruntées ou achetées en vertu de conventions de revente reflète principalement la recrudescence des activités normales de nos clients.

La baisse des prêts était principalement attribuable aux prêts aux entreprises et aux gouvernements. La croissance du volume des prêts à la consommation a été en grande partie contrebalancée par la titrisation de prêts hypothécaires et de prêts sur cartes de crédit.

La valeur marchande des instruments dérivés a reculé surtout en raison de l'incidence de l'environnement des taux d'intérêts à la hausse et de la faiblesse du dollar américain.

Passifs

Au 30 avril 2006, le passif totalisait 279,4 G\$, en hausse de 9,8 G\$, ou 4 %, en regard du 31 octobre 2005.

La croissance des dépôts, surtout dans les dépôts bancaires et les dépôts personnels, a découlé des activités normales de nos clients. La croissance des dépôts a été partiellement contrebalancée par la baisse dans les dépôts

des entreprises et des gouvernements, reflétant surtout l'activité de financement courant de la trésorerie.

La valeur marchande des instruments dérivés a reculé en raison de l'environnement des taux d'intérêts à la hausse et de l'incidence de la faiblesse du dollar américain.

La hausse des engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat représente les activités normales axées sur les clients.

Les autres passifs et acceptations ont diminué principalement en raison de paiements de 1,2 G\$ se rapportant au règlement d'affaires judiciaires liées à Enron.

Capitaux propres

Au 30 avril 2006, les capitaux propres s'élevaient à 11,3 G\$, en hausse de 0,5 G\$, ou 5 %, par rapport au 31 octobre 2005, surtout en raison de l'accroissement des bénéfices non répartis.

Passifs éventuels

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

FirstCaribbean International Bank

Le 13 mars 2006, nous avons annoncé la signature d'une lettre d'intention non exécutoire pour acquérir la participation de 43,7 % de Barclays Bank PLC (Barclays) dans la FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean). L'opération envisagée devrait être conclue le ou vers le 31 décembre 2006 et est sous réserve du contrôle préalable, de la négociation et de la signature des documents définitifs. L'opération dépend également de l'obtention des approbations réglementaires. Sous réserve de ce qui précède, lorsque l'opération sera conclue, nous prévoyons détenir environ 87,4 % des actions ordinaires de FirstCaribbean, tandis que le reste des actions ordinaires seront détenues par des actionnaires minoritaires. Notre participation totale dépendra de la réponse des actionnaires minoritaires aux offres publiques de rachat.

Le cours de l'action pour l'opération envisagée devrait être de 1,62 \$ US, soit une valeur d'environ 1,1 G\$ US pour l'achat de la participation de Barclays. En vertu des modalités de la lettre d'intention non exécutoire, nous aurons l'option de payer pour l'opération envisagée au comptant ou par une combinaison d'un montant au comptant et d'actions ordinaires.

Nous comptabilisons actuellement les résultats de FirstCaribbean en vertu de la méthode de la mise en équivalence. Si l'acquisition de la participation de

Barclays est réalisée, les résultats de FirstCaribbean seront consolidés dans nos états financiers en date de l'acquisition.

INTRIA Items Inc.

Le 1^{er} novembre 2005, nous avons acquis la part des actionnaires sans contrôle que Fiserv Solutions of Canada Inc. détenait dans INTRIA Items Inc. Cette dernière est désormais une filiale en propriété exclusive, présentée dans Siège social et autres.

L'acquisition n'aura pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation courants.

Baux adossés

Avant 2004, nous avons été partie à divers placements de crédit-bail structuré aux États-Unis, comptabilisés dans les états financiers consolidés comme des baux adossés selon la directive contenue dans le U.S. Statement of Financial Accounting Standards (SFAS) 13, «Accounting for Leases», comme le prévoit le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) 46 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), «Baux adossés».

L'Internal Revenue Service (IRS) des États-Unis a contesté la position fiscale adoptée pour ces opérations. Nous croyons que la position fiscale adoptée pour ces opérations était appropriée, selon la législation, la réglementation et la jurisprudence en vigueur au moment des opérations en question. Nous continuons à tenter d'en arriver à un règlement négocié avec l'IRS, bien que les négociations ne sont pas encore conclues et la question pourrait faire l'objet d'un litige. Nous avons précédemment comptabilisé une provision pour les frais d'intérêts qui devraient découler d'un règlement.

En vertu des directives contenues dans le SFAS 13, les changements d'estimations ou d'hypothèses ne visant pas le revenu net total estimatif découlant d'un bail ne modifieront en rien le moment de la constatation du revenu. Le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié un projet de prise de position, le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-a, «Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie la comptabilisation des baux adossés. Le projet de FSP exige qu'un changement du moment de la réalisation de l'économie d'impôts entraîne un nouveau calcul du moment de la constatation du revenu découlant du bail. Nous estimons à l'heure actuelle que cette modification pourrait entraîner une imputation avant impôts de 100 M\$ à 125 M\$ aux bénéfices non répartis d'ouverture. Un montant se rapprochant de cette imputation serait alors comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux. La FSP définitive devrait être émise au cours du deuxième trimestre de l'année civile 2006 et devrait entrer en vigueur pour la première période annuelle commençant après le 15 décembre 2006. La CIBC évaluera les options de mise en œuvre possibles, y compris l'évaluation d'une adoption précoce, si permise, une fois que la SFP définitive aura été émise.

Revue de l'information financière trimestrielle

en millions de dollars, sauf les données par action, pour les trois mois terminés le	2006		2005		2004			
	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juillet	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juillet
Revenus								
Marchés de détail CIBC	1 964 \$	2 059 \$	2 060 \$	2 021 \$	1 971 \$	2 108 \$	1 939 \$	1 934 \$
Marchés mondiaux CIBC	607	679	964	929	742	749	791	836
Siège social et autres	195	111	399	201	107	222	171	136
Total des revenus	2 766	2 849	3 423	3 151	2 820	3 079	2 901	2 906
Dotation à la provision pour pertes sur créances	138	166	170	199	159	178	175	91
Frais autres que d'intérêts	1 825	1 868	2 057	4 850	2 032	1 901	2 266	1 968
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	803	815	1 196	(1 898)	629	1 000	460	847
Impôts sur les bénéfices	190	238	436	(106)	176	283	46	250
Part des actionnaires sans contrôle	28	(3)	32	115	13	10	12	1
Bénéfice net (perte nette)	585 \$	580 \$	728 \$	(1 907) \$	440 \$	707 \$	402 \$	596 \$
Par action - bénéfice (perte) de base	1,65 \$	1,64 \$	2,08 \$	(5,77) \$	1,21 \$	1,96 \$	1,08 \$	1,62 \$
- bénéfice (perte) dilué(e) ¹	1,63 \$	1,62 \$	2,06 \$	(5,77) \$	1,20 \$	1,94 \$	1,06 \$	1,60 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice (la perte) dilué(e) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice (la perte) dilué(e) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution des bénéfices. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre) les niveaux d'activités sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

Revenus

Les revenus de Marchés de détail CIBC se sont accrus de façon continue au cours des huit derniers trimestres, bien que la croissance ait récemment ralenti en ce qui a trait aux prêts et aux prêts hypothécaires. La croissance des volumes dans le courtage de détail et la croissance des actifs à honoraires et des actifs gérés a contribué à cette augmentation. Les revenus ont grandement diminué au cours des récents trimestres en raison du rétrécissement des marges, de l'augmentation des ventes de produits à plus faible marge dans les secteurs des prêts hypothécaires et du crédit personnel, et de l'incidence de l'augmentation des titrisations de cartes de crédit. Les revenus ont diminué au deuxième trimestre de 2006 et de 2005, surtout en raison du nombre inférieur de jours dans le trimestre. Les revenus ont été particulièrement élevés au premier trimestre de 2005 parce qu'ils comprenaient les gains à la vente de Republic Bank et d'ACE.

Les revenus de Marchés mondiaux CIBC sont influencés en grande partie par les activités des marchés financiers et des désaisissements des Services de banque d'affaires. La diminution des activités liées aux produits bancaires d'investissement et de crédit a donné lieu à une baisse des revenus pour le trimestre considéré. La hausse des gains de Services de banque d'affaires, déduction faite

des baisses de valeur, a contribué à l'augmentation des revenus au cours des troisième et quatrième trimestres de 2005.

Les revenus de Siège social et autres subissent l'incidence des éléments importants non compris dans les autres secteurs d'activité. Les revenus étaient plus élevés au premier trimestre de 2005 en raison du gain à la vente de Juniper et au troisième trimestre de 2005 en raison de la hausse des revenus d'une EDDV consolidée. Les revenus de change découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères ont engendré une augmentation des revenus pour le trimestre considéré et le quatrième trimestre de 2005.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit en général et du rendement du crédit dans le portefeuille de prêts. Les pertes sur prêts à la consommation sont demeurées plus ou moins stables pendant la période, et les radiations plus élevées des prêts personnels non garantis ont été en partie contrebalancées par l'incidence de l'augmentation des créances titrisées dans le segment des cartes. Les recouvrements et les reprises du siège social ont diminué après avoir atteint un sommet au cours du troisième trimestre de 2004. Le trimestre considéré, le quatrième trimestre de 2005 et les troisième et quatrième trimestres de 2004 comprenaient des reprises de la provision générale pour pertes sur créances. Le quatrième trimestre de 2004 comprenait également une reprise de la provision générale pour pertes sur créances du portefeuille de prêts étudiants.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de façon continue au cours des huit derniers trimestres. Le troisième trimestre de 2005 et le quatrième trimestre de 2004 comprenaient des provisions pour les affaires judiciaires liées à Enron. Le deuxième trimestre de 2005 incluait la

provision pour les règlements relatifs aux fonds de couverture. Le quatrième trimestre de 2005 comprenait également des indemnités de cessation d'emploi plus élevées. Les charges de projet ont diminué au cours des premier et deuxième trimestres de 2006.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices varient selon les changements dans les bénéfices imposables et peuvent également subir l'incidence d'éléments importants. Les impôts sur les bénéfices ont diminué pendant le trimestre considéré et le quatrième trimestre de 2004 en raison de recouvrements associés à la résolution de diverses vérifications fiscales. L'économie d'impôts au troisième trimestre de 2005 a découlé de la perte pour le trimestre. L'augmentation au

quatrième trimestre de 2005 a résulté principalement de la charge d'impôts liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères.

Part des actionnaires sans contrôle

Depuis le premier trimestre de 2005, la part des actionnaires sans contrôle comprend la consolidation des EDDV. La part des actionnaires sans contrôle a augmenté au troisième trimestre de 2005 en raison des revenus accrus des EDDV consolidées. La part des actionnaires sans contrôle a reculé au premier trimestre de 2006, ce qui s'explique surtout par la baisse des revenus dans les EDDV consolidées et l'acquisition du solde de la part des actionnaires sans contrôle dans INTRIA Items Inc.

Marchés de détail CIBC

Marchés de détail CIBC fournit une gamme complète de produits et de services financiers aux particuliers et à la PME, principalement au Canada. Nous servons les clients au moyen de divers canaux de distribution, incluant notamment le réseau de centres bancaires, les services bancaires téléphoniques, les services bancaires en direct, le courtage de plein exercice, le courtage autogéré et les GAB, ainsi que les Services financiers le Choix du Président, coentreprise avec Les Compagnies Loblaw Limitée. Nous fournissons également des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels par l'entremise de nos activités de gestion d'actifs.

Résultats

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenus					
Services bancaires personnels et à la PME	490 \$	510 \$	612 \$	1 000 \$	1 227 \$
Service Impérial	227	229	232	456	459
Courtage de détail	313	292	288	605	565
Cartes	337	347	332	684	715
Prêts hypothécaires et crédit personnel	357	413	251	770	527
Gestion d'actifs	93	92	95	185	191
Divers	147	176	161	323	395
Total des revenus	1 964	2 059	1 971	4 023	4 079
Dotation à la provision pour pertes sur créances	180	180	169	360	363
Frais autres que d'intérêts	1 226	1 236	1 282	2 462	2 527
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	558	643	520	1 201	1 189
Impôts sur les bénéfices	126	205	179	331	370
Bénéfice net	432 \$	438 \$	341 \$	870 \$	819 \$
Coefficient d'efficacité	62,4 %	60,0 %	65,1 %	61,2 %	62,0 %
Rendement des capitaux propres ^{1,2}	47,0 %	45,7 %	36,9 %	46,4 %	43,7 %
Bénéfice économique ^{1,2}	312 \$	312 \$	222 \$	624 \$	580 \$

1) Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

2) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 91 M\$, ou 27 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison d'un recouvrement d'impôts de 35 M\$ lié à la résolution favorable d'une vérification fiscale, contrebalancé en partie par l'incidence unique de 11 M\$ (7 M\$ après impôts) liée à un rajustement comptable à l'égard des frais de paiement anticipé de prêts hypothécaires. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent incluait une provision sans incidence fiscale de 37,5 M\$ liée à des règlements pour fonds de couverture.

Le recul de 6 M\$, ou 1 %, du bénéfice net par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la baisse des revenus, dont l'incidence du rajustement comptable lié au paiement anticipé de prêts hypothécaires susmentionné, contrebalancée en partie par le recouvrement d'impôts susmentionné.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2006 a augmenté de 51 M\$, ou 6 %, en regard de la même période de 2005, surtout en raison du recouvrement d'impôts dont il a déjà été question, la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la montée des revenus du courtage de détail, contrebalancés en partie par le rajustement comptable lié au paiement anticipé de prêts hypothécaires susmentionné. La période correspondante de l'exercice précédent incluait un gain après impôts de 85 M\$ à la vente de Republic Bank, un gain après impôts de 22 M\$ à la vente d'ACE et la provision liée aux fonds de couverture susmentionnée.

Revenus

Les revenus ont diminué de 7 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont fléchi de 122 M\$, surtout en raison de la réduction des commissions tirées des prêts hypothécaires et du crédit personnel, qui découle principalement de la réduction des taux de commission internes, neutralisée en partie par la croissance des volumes de dépôts.

Les revenus de Service Impérial ont baissé de 5 M\$, surtout en raison de la baisse des commissions reçues, déjà mentionnée, contrebalancée en partie par la hausse des revenus tirés de la vente de produits de placement et des marges sur dépôts favorables.

L'augmentation de 25 M\$ des revenus du courtage de détail s'explique surtout par la montée des revenus d'honoraires et l'intensification des activités de négociation, neutralisée en partie par la réduction des nouvelles émissions.

L'augmentation de 5 M\$ des revenus du segment Cartes est essentiellement attribuable à l'accroissement des volumes et à la hausse des revenus tirés des frais, partiellement contrebalancés par l'accroissement des créances titrisées.

Les revenus des prêts hypothécaires et du crédit personnel se sont accrus de 106 M\$, surtout en raison de la diminution des commissions versées à Services bancaires personnels et PME et à Service Impérial, ce qui s'explique principalement par la réduction des taux de commission internes, contrebalancée en partie par le rétrécissement des marges et le rajustement comptable lié au paiement anticipé de prêts hypothécaires susmentionné.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 14 M\$ surtout en raison de la diminution des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus ont fléchi de 95 M\$, ou 5 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus dégagés par les Services bancaires personnels et les Services à la PME ont baissé de 20 M\$, surtout du fait que le trimestre compte trois jours de moins et du rétrécissement des marges sur dépôts.

L'augmentation de 21 M\$ des revenus du courtage de détail s'explique surtout par l'augmentation des nouvelles émissions et la montée des revenus d'honoraires.

Les revenus du segment Cartes ont fléchi de 10 M\$ surtout en raison de l'incidence des trois jours de moins du trimestre et de la diminution des revenus tirés des frais et des volumes, contrebalancées en partie par des marges favorables.

Les revenus du segment des Prêts hypothécaires et du crédit personnel ont chuté de 56 M\$ surtout en raison de marges défavorables, de l'incidence des trois jours de moins du trimestre et du rajustement comptable lié au paiement anticipé de prêts hypothécaires susmentionné, contrebalancés en partie par la hausse des revenus de titrisation.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 29 M\$ surtout en raison de la diminution des revenus de trésorerie répartis et des revenus d'assurance.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les revenus ont reculé de 56 M\$, ou 1 %, en comparaison de la même période de 2005.

Les revenus des Services bancaires personnels et PME ont fléchi de 227 M\$, principalement en raison de la baisse des commissions reçues, déjà mentionnée, contrebalancée en partie par la croissance des volumes de dépôts et des marges favorables.

Les revenus de Service Impérial ont baissé de 3 M\$, surtout en raison de la baisse des commissions reçues, déjà mentionnée, contrebalancée en partie par la hausse des revenus tirés de la vente de produits de placement et des marges favorables.

L'augmentation de 40 M\$ des revenus du courtage de détail s'explique surtout par la montée des revenus d'honoraires, l'intensification des activités de négociation et des marges favorables, neutralisées en partie par la réduction des nouvelles émissions.

Une diminution de 31 M\$ des revenus a été enregistrée par le segment Cartes en comparaison à la même période de l'exercice précédent, qui incluait le gain à la vente d'ACE. La croissance des revenus engendrée par la croissance des volumes, la hausse des revenus tirés des frais et des marges favorables a été en partie neutralisée par l'accroissement des créances titrisées.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont grimpé de 243 M\$ surtout en raison de la diminution des commissions versées, dont il a déjà été question, de l'augmentation du revenu tiré des frais et des revenus de titrisation et de la croissance des volumes, contrebalancés en partie par des marges défavorables et le rajustement comptable lié au paiement anticipé de prêts hypothécaires susmentionné.

Une diminution de 72 M\$ des revenus a été enregistrée par le segment Divers en comparaison à la période correspondante de 2005, qui incluait le gain à la vente de Republic Bank. Cette diminution a été en partie neutralisée par la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La hausse de 11 M\$, ou 7 %, de la dotation à la provision pour pertes sur créances par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique principalement par la hausse des pertes des Services

bancaires personnels et PME, contrebalancée en partie par l'incidence de l'accroissement des créances titrisées sur cartes de crédit et la diminution des pertes dans le secteur agricole.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été comparable à celle du trimestre précédent, et l'amélioration des coefficients de perte sur crédit personnel a été contrebalancée par la hausse des pertes sur prêts à la PME. Les résultats du trimestre précédent incluaient des reprises de prêts dans le secteur agricole.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 3 M\$, ou 1 %, par rapport à la même période de 2005. Cette diminution est essentiellement attribuable à l'incidence de l'accroissement des créances titrisées sur cartes de crédit et au recul des coefficients de pertes du secteur agricole, en partie contrebalancés par la hausse des pertes sur prêts personnels et aux PME.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont chuté de 56 M\$, ou 4 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui comprenait une provision de 37,5 M\$ liée à des règlements pour fonds de couverture. Le trimestre considéré a profité de la reprise d'autres provisions relatives à des questions juridiques et de la baisse des frais de publicité.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 10 M\$, ou 1 % par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse de la charge de rémunération qui s'explique surtout par les trois jours de moins du trimestre et la reprise d'autres provisions relatives à des questions juridiques, partiellement contrebalancé par la hausse de la rémunération liée aux revenus dans le courtage au détail.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 65 M\$, ou 3 %, en comparaison de la même période de 2005, qui comprenait la provision pour les fonds de couverture susmentionnée. Le trimestre considéré a profité de la reprise d'autres provisions relatives à des questions juridiques et de la baisse des frais de publicité.

L'effectif permanent totalisait 23 108 employés à la fin du trimestre, soit une baisse de 943 employés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la réaffectation de membres du personnel au groupe Administration, Technologie et opérations, et des programmes de réduction de l'effectif. L'effectif permanent comptait 106 employés de plus qu'au trimestre précédent, principalement en raison d'une hausse du nombre d'employés traitant avec la clientèle.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 53 M\$, ou 30 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent et ont diminué de 39 M\$, ou 11 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2006 en regard de la même période en 2005, surtout en raison du recouvrement d'impôts de 35 M\$ lié à la résolution favorable d'une vérification fiscale.

La diminution de 79 M\$, ou 39 %, des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par le recouvrement d'impôts susmentionné et la diminution des bénéfices.

Marchés mondiaux CIBC

Marchés mondiaux CIBC représente le secteur des services bancaires de gros de la CIBC et offre un éventail de produits de crédit et de produits des marchés financiers intégrés, des services bancaires d'investissement et des Services de banque d'affaires à ses clients sur les principaux marchés des capitaux en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nous offrons des solutions innovatrices et complètes en matière de capital aux sociétés en croissance et sommes présents sur les principaux marchés financiers mondiaux. Nous offrons des services-conseils à un large éventail de secteurs et fournissons des recherches de qualité supérieure aux entreprises, gouvernements et investisseurs institutionnels que nous servons.

Résultats

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenus (BIE) ^{1,2}					
Marchés financiers	354 \$	371 \$	326 \$	725 \$	685 \$
Produits bancaires d'investissement et de crédit	133	250	298	383	584
Groupe Entreprises	105	111	106	216	222
Services de banque d'affaires	69	12	61	81	84
Divers	(12)	(19)	(1)	(31)	5
Total des revenus (BIE) ^{1,2}	649	725	790	1 374	1 580
Rajustement selon la BIE	42	46	48	88	89
Total des revenus	607	679	742	1 286	1 491
Recouvrement de pertes sur créances	(16)	(15)	(9)	(31)	(26)
Frais autres que d'intérêts	505	533	591	1 038	1 136
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	118	161	160	279	381
Impôts sur les bénéfices	7	32	22	39	68
Part des actionnaires sans contrôle	1	1	23	2	25
Bénéfice net	110 \$	128 \$	115 \$	238 \$	288 \$
Coefficient d'efficacité	83,4 %	78,3 %	79,6 %	80,7 %	76,2 %
Coefficient d'efficacité (BIE) ^{1,2}	77,9 %	73,4 %	74,8 %	75,5 %	71,9 %
Rendement des capitaux propres ^{1,2}	23,5 %	25,6 %	23,4 %	24,6 %	28,4 %
Bénéfice économique ^{1,2}	50 \$	64 \$	52 \$	114 \$	160 \$

- 1) Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.
- 2) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Le bénéfice net a diminué de 5 M\$, ou 4 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des produits bancaires d'investissement et de crédit, contrebalancée en partie par la réduction des frais autres que d'intérêts, la hausse des gains des Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur, et la hausse des revenus des marchés financiers. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent incluait une provision sans incidence fiscale de 37,5 M\$ liée à des règlements pour fonds de couverture.

Le bénéfice net a fléchi de 18 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des produits bancaires d'investissement et de crédit et des revenus des marchés financiers, contrebalancée en partie par la hausse des revenus des Services de banque d'affaires et de la réduction des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2006 a fléchi de 50 M\$, ou 17 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des produits bancaires d'investissement et de crédit et de la baisse des revenus de trésorerie répartis, contrebalancées en partie par la réduction des frais autres que d'intérêts et par la hausse des revenus des marchés financiers. La période précédente incluait une provision liée à des règlements pour fonds de couverture dont il a déjà été question.

Revenus

Le total des revenus a diminué de 135 M\$, ou 18 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des marchés financiers ont augmenté de 28 M\$, en raison surtout d'une hausse des revenus sur les marchés des titres de créances et des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit ont fléchi de 165 M\$, surtout en raison des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et de la baisse des revenus tirés des services bancaires d'investissement et de financement immobilier. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait des gains à la vente de placements relativement à des activités de structuration américaines abandonnées.

La hausse de 8 M\$ du revenu des services de banque d'affaires s'explique surtout par une augmentation des gains, déduction faite des baisses de valeur, en partie compensée par la déconsolidation d'une EDDV.

Les revenus ont fléchi de 72 M\$, ou 11 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus des marchés financiers ont diminué de 17 M\$, en raison surtout d'une baisse des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises, contrebalancée en partie par une recrudescence de l'activité sur les marchés des nouvelles émissions d'actions au Canada.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit ont fléchi de 117 M\$, surtout en raison de la baisse des revenus tirés des services bancaires d'investissement au Canada et aux États-Unis et de la hausse des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Les revenus des Services de banque d'affaires ont augmenté de 57 M\$, ce qui est principalement attribuable à la hausse des gains, déduction faite des baisses de valeur.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les revenus ont reculé de 205 M\$, ou 14 %, en comparaison de la même période de 2005.

Les revenus des marchés financiers ont augmenté de 40 M\$, en raison surtout d'une hausse des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises ainsi que de l'augmentation des revenus tirés des émissions d'actions et des émissions dans les marchés des titres de créance aux États-Unis, contrebalancées en partie par la baisse des revenus tirés des nouvelles émissions d'actions au Canada.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit ont fléchi de 201 M\$, surtout en raison des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et de la baisse des revenus tirés des services bancaires d'investissement et de financement immobilier aux États-Unis. La période correspondante de l'exercice précédent comprenait des gains à la vente de placements relativement à des activités de structuration américaines abandonnées.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 36 M\$ surtout en raison de la diminution des revenus de trésorerie répartis.

Recouvrement des pertes sur créances

Les recouvrements des pertes sur créances se sont accrus de 7 M\$, ou 78 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et se sont accrus de 5 M\$, ou 19 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2006 en regard de la même période de 2005, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des reprises aux États-Unis.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont chuté de 86 M\$, ou 15 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui comprenait une provision de 37,5 M\$ liée à des règlements pour fonds de couverture. Le trimestre considéré a profité de la baisse des charges de projet et des coûts de soutien du siège social.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 28 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des coûts de soutien du siège social et des frais juridiques.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 98 M\$, ou 9 %, en comparaison avec la même période de 2005, qui comprenait la provision pour les fonds de couverture susmentionnée. La période considérée a profité de la baisse de la rémunération liée aux revenus, des frais d'occupation et des charges de projet. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par la hausse d'autres frais juridiques.

L'effectif permanent totalisait 2 222 employés à la fin du trimestre, soit 65 de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 71 de moins qu'au trimestre précédent, baisse attribuable surtout à la réduction des services bancaires d'investissement aux États-Unis.

Impôts sur les bénéfices

Marchés mondiaux CIBC mène ses activités dans un certain nombre d'administrations fiscales assujetties à différents taux d'imposition. Ainsi, la charge d'impôts totale constatée pour chaque période est déterminée, en partie, selon la proportion relative des bénéfices générés dans chaque administration fiscale.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 15 M\$, ou 68 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ils ont diminué de 25 M\$, ou 78 %, en regard du trimestre précédent, et ont diminué de 29 M\$, ou 43 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2006 en regard de la même

période en 2005, surtout en raison de la diminution des bénéfices.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a diminué de 22 M\$, ou 96 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et a diminué de 23 M\$, ou 92 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2006 en regard de la même période de 2005, ce qui s'explique surtout par la déconsolidation de certaines EDDV.

Siège social et autres

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, ainsi que Trésorerie, Gestion du bilan et du risque – qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que Juniper Financial Corp. (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débentures d'Oppenheimer Holdings Inc. et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

Résultats

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Total des revenus	195 \$	111 \$	107 \$	306 \$	329 \$
(Recouvrement de) provision pour pertes sur créances	(26)	1	(1)	(25)	-
Frais autres que d'intérêts	94	99	159	193	270
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	127	11	(51)	138	59
Impôts sur les bénéfices	57	1	(25)	58	21
Part des actionnaires sans contrôle	27	(4)	(10)	23	(2)
Bénéfice net (perte nette)	43 \$	14 \$	(16) \$	57 \$	40 \$

Aperçu financier

Le bénéfice net s'est établi à 43 M\$ en regard d'une perte nette de 16 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison d'une diminution des coûts de soutien non répartis du siège social et de la reprise de 25 M\$ (16 M\$ après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Le bénéfice net s'est accru de 29 M\$ en regard du trimestre précédent, principalement à cause de la reprise de la provision générale susmentionnée.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2006 a augmenté de 17 M\$, ou 43 %, en regard de la même période de 2005, surtout en raison de la diminution des coûts de soutien non répartis du siège social, de la reprise de la provision générale et de la croissance des revenus des coentreprises CIBC Mellon. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par le gain à la vente de Juniper au premier trimestre de l'exercice précédent.

Revenus

Les revenus ont augmenté de 88 M\$, ou 82 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des revenus de change de 47 M\$ découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos entreprises étrangères autres qu'américaines et de la hausse des revenus d'une EDDV consolidée. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la baisse de revenus tirés des opérations de couverture portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA).

Les revenus ont augmenté de 84 M\$, ou 76 %, par rapport au trimestre précédent, principalement pour les raisons susmentionnées.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les revenus ont fléchi de 23 M\$, ou 7 %, en comparaison avec la même période de 2005, qui comprenait le gain à la vente de Juniper. La période considérée a profité des revenus de change découlant du rapatriement susmentionné, et de la hausse des revenus d'une EDDV consolidée et des coentreprises CIBC Mellon.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

Les recouvrements des pertes sur créances se sont accrus de 25 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et se sont accrus de 25 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2006 en regard de la même période de 2005, ce qui s'explique par la reprise de 25 M\$ de la provision générale.

Les recouvrements des pertes sur créances se sont fixés à 26 M\$, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 M\$ en regard du trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la reprise dont il a déjà été question.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 65 M\$, ou 41 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis et de la diminution des frais liés aux DPVA.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 5 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des frais liés aux DPVA, contrebalancée en partie par la hausse des coûts de soutien non répartis.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 77 M\$, ou 29 %, en comparaison avec la même période de 2005, essentiellement en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis.

L'effectif permanent totalisait 11 411 employés à la fin du trimestre, soit 692 de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse attribuable surtout à la centralisation de certaines fonctions de soutien aux opérations. L'effectif permanent comptait 265 employés de moins qu'au trimestre précédent, surtout en raison de la réduction de certaines fonctions de soutien aux opérations.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont grimpé de 82 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la charge d'impôts de 47 M\$ relative au rapatriement déjà mentionné, la hausse des bénéfices et la baisse des recouvrements d'impôts.

Les impôts sur les bénéfices ont grimpé de 56 M\$ par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la

charge d'impôts relative au rapatriement déjà mentionné et de la hausse des bénéfices.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 37 M\$ en comparaison avec la même période de 2005, surtout à cause de la charge d'impôts relative au rapatriement déjà mentionné.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a augmenté de 37 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de 31 M\$ par rapport au trimestre précédent, et de 25 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2006 en regard de la période correspondante de 2005, surtout en raison de la hausse des revenus dans une EDDV consolidée.

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque et des sources de financement est sensiblement la même que celle décrite aux pages 63 à 80 de la Reddition de comptes annuelle de 2005.

Gestion du risque de crédit

RENDEMENT DE LA QUALITÉ DU CRÉDIT		
en millions de dollars, au	30 avril 2006	31 oct. 2005
Prêts douteux bruts		
Prêts à la consommation	420 \$	433 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	397	516
Total des prêts douteux bruts	817 \$	949 \$
Provision pour pertes sur créances		
Prêts à la consommation	382 \$	381 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	272	282
Provision spécifique	654	663
Provision générale	950	975
Total de la provision pour pertes sur créances	1 604 \$	1 638 \$

Depuis le 31 octobre 2005, les prêts douteux bruts ont diminué de 132 M\$, ou 14 %. Les prêts douteux bruts à la consommation ont baissé de 13 M\$, ou 3 %. Les prêts

douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 119 M\$, ou 23 %. Trois secteurs en particulier ont contribué à la diminution : institutions financières (28 M\$); secteurs tertiaire et de détail (37 M\$); agriculture (31 M\$). Au cours du semestre terminé le 30 avril 2006, les prêts douteux bruts ont diminué de 58 M\$ au Canada, ont reculé de 44 M\$ aux États-Unis et ont diminué de 30 M\$ dans les autres pays.

Depuis le 31 octobre 2005, la provision pour pertes sur créances a reculé de 34 M\$, ou 2 %. La provision spécifique a diminué de 9 M\$, ou 1 %. La provision générale a totalisé 950 M\$, une réduction de 25 M\$ par rapport à la fin de l'exercice.

Pour plus de détails sur la provision pour pertes sur créances, voir la section Revue des états des résultats consolidés.

Gestion de risque de marché

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC. Le risque moyen total a augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse du risque d'écart de taux et de taux d'intérêts et du risque lié aux marchandises. Le risque moyen total a augmenté par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la hausse du risque d'écart de taux et de taux d'intérêts et du risque lié aux actions. Le risque moyen total pour le semestre terminé le 30 avril 2006 a augmenté par rapport à la même période de 2005, surtout en raison de la hausse du risque d'écart de taux et de taux d'intérêts et du risque lié aux actions. Les revenus tirés des activités de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 71 % des jours du trimestre, et les pertes de négociation n'ont jamais dépassé la VAR.

VAR PAR CATÉGORIE DE RISQUE - PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION

en millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le	30 avril 2006				31 janvier 2006				30 avril 2005			
	À cette date		Moyenne		À cette date		Moyenne		À cette date		Moyenne	
	date	Moyenne	Haut	Bas	date	Moyenne	Haut	Bas	date	Moyenne	Haut	Bas
Risque de taux d'intérêt	6,1 \$	6,3 \$	8,3 \$	3,2 \$	7,1 \$	3,8 \$	7,7 \$	2,6 \$	3,7 \$	4,0 \$	5,9 \$	2,9 \$
Risque d'écart de taux	4,8	5,0	5,7	4,2	4,4	4,4	6,5	3,4	3,2	2,5	3,6	2,0
Risque lié aux actions	6,5	6,4	8,5	5,4	6,0	5,9	6,9	5,0	5,9	6,3	7,5	5,1
Risque de change	0,5	0,2	0,6	0,1	0,3	0,3	0,9	0,1	0,3	0,4	0,8	0,1
Risque lié aux marchandises	2,1	1,7	2,8	1,3	1,4	1,4	2,5	0,8	0,8	1,1	2,1	0,8
Effet de diversification ¹	(10,2)	(10,0)	négl. ²	négl. ²	(9,7)	(7,6)	négl. ²	négl. ²	(5,3)	(6,3)	négl. ²	négl. ²
Risque total	9,8 \$	9,6 \$	11,4 \$	8,0 \$	9,5 \$	8,2 \$	10,0 \$	7,4 \$	8,6 \$	8,0 \$	9,8 \$	6,4 \$

VAR PAR CATÉGORIE DE RISQUE - PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION

en millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les six mois terminés le	30 avril 2006				30 avril 2005			
	À cette date		Moyenne		À cette date		Moyenne	
	date	Moyenne	Haut	Bas	date	Moyenne	Haut	Bas
Risque de taux d'intérêt	6,1 \$	5,0 \$	8,3 \$	2,6 \$	3,7 \$	4,3 \$	6,7 \$	2,9 \$
Risque d'écart de taux	4,8	4,7	6,5	3,4	3,2	2,6	4,0	2,0
Risque lié aux actions	6,5	6,1	8,5	5,0	5,9	5,6	7,5	4,2
Risque de change	0,5	0,2	0,9	0,1	0,3	0,3	0,8	0,1
Risque lié aux marchandises	2,1	1,6	2,8	0,8	0,8	1,2	2,2	0,8
Effet de diversification ¹	(10,2)	(8,7)	négl. ²	négl. ²	(5,3)	(6,2)	négl. ²	négl. ²
Risque total	9,8 \$	8,9 \$	11,4 \$	7,4 \$	8,6 \$	7,8 \$	9,8 \$	6,0 \$

- 1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.
 2) Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

1) Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du risque d'illiquidité

Conformément aux stratégies de réduction du risque d'illiquidité, nous continuons à obtenir du financement à terme dans les marchés de gros auprès de nombreux clients et dans des régions variées en empruntant parmi une gamme d'échéances au moyen de divers effets de financement. Les dépôts de particuliers de base demeurent la principale source d'un financement de détail fiable du bilan. Au 30 avril 2006, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 71,6 G\$ (69,6 G\$ au 31 octobre 2005).

Nous gérons également le risque d'illiquidité par le maintien de blocs distincts financés à terme d'actifs liquides de grande qualité non grevés. Ces actifs liquides peuvent être vendus ou donnés en garantie d'emprunts, assurant ainsi une source immédiate de liquidités. Le tableau suivant résume nos actifs liquides :

	30 avril 2006	31 oct. 2005
en milliards de dollars, au		
Encaisse	0,9 \$	0,9 \$
Dépôts auprès d'autres banques	11,0	11,0
Valeurs mobilières ¹	62,5	54,6
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	21,7	18,5
Total des actifs liquides	96,1 \$	85,0 \$

1) Comprend les valeurs du compte de placement dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, certains actifs sont cédés en garantie dans le cadre de la gestion des garanties, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 30 avril 2006, ces actifs atteignaient 19,3 G\$ (15,2 G\$ au 31 octobre 2005).

Gestion des sources de financement

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF).

Depuis le 31 octobre 2005, le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio total des fonds propres ont augmenté, surtout grâce au capital autogénéralisé et à la réduction de l'actif pondéré en fonction du risque.

	30 avril 2006	31 oct. 2005
en millions de dollars, au		
Fonds propres de première catégorie	10 591 \$	9 886 \$
Total des fonds propres réglementaires	15 768	14 771
Actif pondéré en fonction du risque	115 140	116 277
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,2 %	8,5 %
Ratio du total des fonds propres	13,7 %	12,7 %
Ratio actif-fonds propres	18,0 x	18,4 x

Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le 30 avril 2006	Pour les six mois terminés le 30 avril 2006
Émission de titres secondaires ¹	1 300 \$	1 300 \$
Remboursement de titres secondaires ^{2,3}	250	500
Dividendes		
Actions privilégiées - classées à titre de capitaux propres	33	66
Actions privilégiées - classées à titre de passif	8	16
Actions ordinaires	229	456
Émission d'actions ordinaires ⁴	39	79

- 1) Le 28 mars 2006, nous avons émis un montant en principal de 1,3 G\$ de titres secondaires, 4,55 %, venant à échéance le 28 mars 2016.
- 2) Le 31 janvier 2006, conformément à leurs modalités, nous avons racheté nos débetures (titres secondaires) à 7,40 % d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 31 janvier 2011, pour leur principal impayé de 250 M\$, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.
- 3) Le 25 avril 2006, conformément à leurs modalités, nous avons racheté nos débetures (titres secondaires) à 8,15 % d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 25 avril 2011, pour leur principal impayé de 250 M\$, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.
- 4) Au cours du trimestre, nous avons émis 0,8 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 39 M\$ en vertu de régimes d'options d'achat d'actions. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2006, nous avons émis 1,6 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 79 M\$.

Restrictions sur le versement de dividendes

En vertu de l'article 79 de la *Loi sur les banques* (Canada), il nous est interdit de verser des dividendes au cours d'un exercice donné sans l'autorisation du BSIF si, le jour où le dividende est déclaré, le total de tous les dividendes déclarés pour l'exercice dépasse le total de notre bénéfice net depuis le début de l'exercice et de notre bénéfice net non réparti, tel qu'il est défini par le BSIF, des deux exercices antérieurs.

Nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour les trimestres terminés le 31 janvier 2006 et le 30 avril 2006.

Après la fin du trimestre, nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre se terminant le 31 juillet 2006.

Arrangements hors bilan et obligations contractuelles

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des EDDV, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les détails sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 81 à 83 de la Reddition de comptes annuelle de 2005. Pour les opérations de titrisation effectuées durant le trimestre et les modifications apportées aux EDDV, se reporter à la note 2 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés inclus dans le présent rapport. Il n'y a pas eu d'autres changements importants aux arrangements hors bilan au cours du trimestre.

Obligations contractuelles

Les détails sur nos obligations contractuelles figurent à la page 84 de la Reddition de comptes annuelle de 2005. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Conventions comptables et estimations critiques

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2005.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 85 à 89 de la Reddition de comptes annuelle de 2005.

Modifications futures de conventions comptables

Instruments financiers

En janvier 2005, l'ICCA a publié de nouvelles normes comptables dont les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures»,

1530, «Résultat étendu» et 3251 «Capitaux propres». La CIBC mettra en application ces nouvelles normes comptables à partir du 1^{er} novembre 2006.

Ces normes offrent des lignes directrices quant à la comptabilisation, à l'évaluation et au classement des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, sont évalués à leur juste valeur à l'exception des prêts, des créances et des placements devant être détenus jusqu'à leur échéance, qui seront évalués au coût non amorti.

Les nouvelles normes établissent également les exigences comptables en matière de couverture. Toute inefficacité en matière de couverture sera immédiatement imputée aux résultats.

Les autres éléments du résultat étendu seront inclus au bilan consolidé sous une rubrique distincte des capitaux propres.

Les changements de valeur comptable des instruments financiers découlant de l'adoption de ces nouvelles normes seront constatés dans les bénéfices non répartis d'ouverture et dans les autres éléments du résultat étendu au cours de la période d'adoption. L'incidence transitoire de ces normes dépendra de la juste valeur de certaines positions dans des instruments financiers au moment de l'adoption et des stratégies de couverture déployées avant l'adoption.

Pour de plus amples détails, se reporter à la note 8 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés figurant dans le présent rapport.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 30 avril 2006, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 30 avril 2006, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS DE LA CIBC

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 008 \$	2 033 \$	1 854 \$	4 041 \$	3 766 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	366	333	269	699	485
Valeurs mobilières	640	620	529	1 260	1 073
Dépôts auprès d'autres banques	98	87	78	185	150
	3 112	3 073	2 730	6 185	5 474
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 444	1 328	1 036	2 772	2 017
Autres passifs	552	517	399	1 069	769
Titres secondaires	72	72	57	144	114
Passif au titre des actions privilégiées (note 4)	8	8	14	16	28
	2 076	1 925	1 506	4 001	2 928
Revenu net d'intérêts	1 036	1 148	1 224	2 184	2 546
Revenu autre que d'intérêts					
Commissions de prise ferme et honoraires de consultation	141	184	200	325	423
Frais sur les dépôts et les paiements	187	195	194	382	394
Commissions sur crédit	58	84	76	142	158
Honoraires d'administration des cartes	52	64	74	116	162
Honoraires de gestion de placement et de garde	110	106	101	216	198
Revenu tiré des fonds communs de placement	188	182	168	370	334
Revenu tiré des assurances	56	69	61	125	134
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	230	229	239	459	457
Revenu de négociation	307	262	130	569	287
Gains (pertes) sur valeurs du compte de placement	(11)	(14)	37	(25)	69
Revenu tiré des créances titrisées	135	128	81	263	148
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	104	64	71	168	127
Divers	173	148	164	321	462
	1 730	1 701	1 596	3 431	3 353
Total des revenus	2 766	2 849	2 820	5 615	5 899
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 1)	138	166	159	304	337
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	1 054	1 080	1 055	2 134	2 109
Frais d'occupation	144	146	157	290	316
Matériel informatique et matériel de bureau	274	273	293	547	564
Communications	75	75	82	150	168
Publicité et expansion des affaires	54	47	68	101	133
Honoraires professionnels	41	44	86	85	154
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	35	31	33	66	64
Divers	148	172	258	320	425
	1 825	1 868	2 032	3 693	3 933
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	803	815	629	1 618	1 629
Charge d'impôts	190	238	176	428	459
	613	577	453	1 190	1 170
Part des actionnaires sans contrôle	28	(3)	13	25	23
Bénéfice net	585 \$	580 \$	440 \$	1 165 \$	1 147 \$
Résultat par action (en dollars) (note 6)					
- de base	1,65 \$	1,64 \$	1,21 \$	3,28 \$	3,18 \$
- dilué	1,63 \$	1,62 \$	1,20 \$	3,25 \$	3,14 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,68 \$	0,68 \$	0,65 \$	1,36 \$	1,30 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

BILAN CONSOLIDÉ

non vérifié, en millions de dollars, au	30 avril 2006	31 oct. 2005
ACTIFS		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	2 073 \$	1 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	9 828	10 542
Valeurs mobilières		
Compte de placement	19 652	14 342
Compte de négociation	58 742	53 422
	78 394	67 764
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	21 722	18 514
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	77 734	77 216
Particuliers	27 799	28 198
Cartes de crédit	6 616	6 655
Entreprises et gouvernements	28 984	31 350
Provision pour pertes sur créances (note 1)	(1 602)	(1 636)
	139 531	141 783
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande	18 588	20 309
Engagements de clients en vertu d'acceptations	6 295	5 119
Terrains, bâtiments et matériel	2 031	2 136
Écart d'acquisition	982	946
Autres actifs incorporels	206	199
Autres actifs	11 071	11 748
	39 173	40 457
	290 721 \$	280 370 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	75 440 \$	73 790 \$
Entreprises et gouvernements	105 368	108 409
Banques	12 695	10 535
	193 503	192 734
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande	18 691	20 128
Acceptations	6 295	5 119
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	17 996	14 883
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	21 682	14 325
Autres passifs	14 302	16 002
	78 966	70 457
Titres secondaires (note 3)	5 862	5 102
Passif au titre des actions privilégiées (note 4)	600	600
Part des actionnaires sans contrôle	480	746
Capitaux propres		
Actions privilégiées (note 4)	2 381	2 381
Actions ordinaires (note 4)	3 027	2 952
Surplus d'apport	53	58
Écart de conversion	(466)	(327)
Bénéfices non répartis	6 315	5 667
	11 310	10 731
	290 721 \$	280 370 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Actions privilégiées (note 4)					
Solde au début de la période	2 381 \$	2 381 \$	1 958 \$	2 381 \$	1 783 \$
Émission d'actions privilégiées	-	-	427	-	720
Conversion d'actions privilégiées	-	-	(10)	-	(128)
Solde à la fin de la période	2 381 \$	2 381 \$	2 375 \$	2 381 \$	2 375 \$
Actions ordinaires (note 4)					
Solde au début de la période	2 987 \$	2 952 \$	2 949 \$	2 952 \$	2 969 \$
Émission d'actions ordinaires	39	40	29	79	64
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(24)	-	(86)
Actions de trésorerie ¹	1	(5)	(11)	(4)	(4)
Solde à la fin de la période	3 027 \$	2 987 \$	2 943 \$	3 027 \$	2 943 \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	56 \$	58 \$	59 \$	58 \$	59 \$
Charge au titre des options sur actions	2	1	2	3	4
Options sur actions exercées	(5)	(3)	(2)	(8)	(5)
Prime nette sur les actions de trésorerie	-	-	(1)	-	-
Solde à la fin de la période	53 \$	56 \$	58 \$	53 \$	58 \$
Écart de conversion					
Solde au début de la période	(375) \$	(327) \$	(327) \$	(327) \$	(376) \$
Gains (pertes) de change découlant de placements dans les filiales et autres	(208)	(546)	217	(754)	504
Gains (pertes) de change découlant d'opérations de couverture	161	746	(294)	907	(673)
Charge (économie) d'impôts	(44)	(248)	108	(292)	249
Solde à la fin de la période	(466) \$	(375) \$	(296) \$	(466) \$	(296) \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	5 987 \$	5 667 \$	7 764 \$	5 667 \$	7 745 \$
Rajustement pour modification de convention comptable	-	-	-	-	10 ²
Solde au début de la période, après retraitement	5 987	5 667	7 764	5 667	7 755
Bénéfice net	585	580	440	1 165	1 147
Dividendes					
Privilégiés	(33)	(33)	(28)	(66)	(56)
Ordinaires	(229)	(227)	(221)	(456)	(447)
Prime de rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(182)	-	(626)
Divers	5	-	7	5	7
Solde à la fin de la période	6 315 \$	5 987 \$	7 780 \$	6 315 \$	7 780 \$
Capitaux propres à la fin de la période	11 310 \$	11 036 \$	12 860 \$	11 310 \$	12 860 \$

1) Les actifs et les passifs sous forme d'actions ordinaires de la CIBC totalisant environ 597 M\$ au 30 avril 2006 (604 M\$ au 31 janvier 2006 et 655 M\$ au 30 avril 2005), détenus par certaines fiducies de rémunération, ont été contrebalancés au moyen d'actions de trésorerie.

2) Représente l'incidence de la mise en œuvre le 1^{er} novembre 2004 de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 («NOC-15») de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») intitulée «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables».

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Flux de trésorerie d'exploitation					
Bénéfice net	585 \$	580 \$	440 \$	1 165 \$	1 147 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	138	166	159	304	337
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	51	54	55	105	109
Amortissement des actifs incorporels	7	7	3	14	6
Rémunération à base d'actions	6	15	13	21	3
Impôts futurs	93	77	28	170	131
Pertes (gains) sur valeurs du compte de placement	11	14	(37)	25	(69)
Gains sur dessaisissements	-	-	-	-	(115)
Gains à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	(1)	-	-	(1)	-
Variations des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	(122)	17	(53)	(105)	9
Intérêts courus à payer	200	13	149	213	134
Montants à recevoir sur contrats dérivés	790	931	1 091	1 721	1 961
Montants à payer sur contrats dérivés	(1 379)	(58)	(839)	(1 437)	(2 475)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	1 797	(7 117)	(3 593)	(5 320)	(5 361)
Impôts exigibles	220	53	27	273	(52)
Divers, montant net	35	(1 890)	543	(1 855)	(361)
	2 431	(7 138)	(2 014)	(4 707)	(4 596)
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	(163)	932	3 183	769	5 907
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	2 785	328	848	3 113	4 010
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat, montant net	(2 277)	9 634	(2 147)	7 357	(2 375)
Émission de titres secondaires	1 300	-	-	1 300	-
Remboursement/rachat de titres secondaires	(250)	(250)	-	(500)	-
Émission d'actions privilégiées, déduction faite des conversions	-	-	417	-	592
Émission d'actions ordinaires	39	40	29	79	64
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(206)	-	(712)
Produit net tiré des actions de trésorerie vendues (achetées)	1	(5)	(11)	(4)	(4)
Dividendes	(262)	(260)	(249)	(522)	(503)
Divers, montant net	(295)	150	155	(145)	386
	878	10 569	2 019	11 447	7 365
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(765)	1 479	129	714	6
Prêts, déduction faite des remboursements	(2 301)	355	(2 403)	(1 946)	(5 555)
Produit des titrisations	1 868	2 026	1 931	3 894	4 674
Achat de valeurs du compte de placement	(3 384)	(6 011)	(1 920)	(9 395)	(4 321)
Produit de la vente de valeurs du compte de placement	1 241	1 282	953	2 523	3 740
Produit à l'échéance de valeurs du compte de placement	896	641	369	1 537	637
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente, montant net	(23)	(3 185)	1 031	(3 208)	(2 228)
Produit de dessaisissements	-	-	-	-	347
Encaisse nette affectée à l'acquisition d'une filiale ¹	-	(75)	-	(75)	-
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	-	(6)	(88)	(6)	(177)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	7	-	1	7	2
	(2 461)	(3 494)	3	(5 955)	(2 875)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(10)	(12)	4	(22)	11
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	838	(75)	12	763	(95)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 235	1 310	1 267	1 310	1 374
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	2 073 \$	1 235 \$	1 279 \$	2 073 \$	1 279 \$
Intérêts versés au comptant	1 876 \$	1 912 \$	1 357 \$	3 788 \$	2 794 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au comptant	(123) \$	108 \$	120 \$	(15) \$	379 \$

1) Le 1^{er} novembre 2005, la CIBC a acquis le solde de la part des actionnaires sans contrôle dans INTRIA Items Inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(NON VÉRIFIÉ)

Les états financiers intermédiaires consolidés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la «CIBC») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005. Les états financiers intermédiaires consolidés de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels, et par conséquent, doivent être lus à la lumière des états consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005, figurant aux pages 98 à 151 de la Reddition de comptes annuelle de 2005. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

1. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le	30 avril 2006			31 janvier 2006			30 avril 2005		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	647 \$	975 \$	1 622 \$	663 \$	975 \$	1 638 \$	773 \$	1 025 \$	1 798 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de)	163	(25)	138	166	-	166	159	-	159
Radiations	(208)	-	(208)	(208)	-	(208)	(258)	-	(258)
Recouvrements	50	-	50	23	-	23	30	-	30
Change et autres rajustements	2	-	2	3	-	3	5	-	5
Solde à la fin de la période	654 \$	950 \$	1 604 \$	647 \$	975 \$	1 622 \$	709 \$	1 025 \$	1 734 \$
Compte tenu des :									
Prêts	652 \$	950 \$	1 602 \$	645 \$	975 \$	1 620 \$	707 \$	1 025 \$	1 732 \$
Lettres de crédit ¹	2	-	2	2	-	2	2	-	2

en millions de dollars, pour les six mois terminés le	30 avril 2006			30 avril 2005		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	663 \$	975 \$	1 638 \$	803 \$	1 025 \$	1 828 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	329	(25)	304	337	-	337
Radiations	(416)	-	(416)	(493)	-	(493)
Recouvrements	73	-	73	67	-	67
Change et autres rajustements	5	-	5	(5)	-	(5)
Solde à la fin de la période	654 \$	950 \$	1 604 \$	709 \$	1 025 \$	1 734 \$
Compte tenu des :						
Prêts	652 \$	950 \$	1 602 \$	707 \$	1 025 \$	1 732 \$
Lettres de crédit ¹	2	-	2	2	-	2

1) La provision sur lettres de crédit est comprise dans les autres passifs.

2. Titrations et entités à détenteurs de droits variables

Titrations

Prêts hypothécaires à l'habitation

Nous titrisons des prêts hypothécaires à l'habitation garantis à taux fixe et à taux variable par la création de titres adossés à des créances hypothécaires par l'entremise du programme d'Obligations hypothécaires du Canada. À partir du trimestre considéré, nous avons également commencé à effectuer la titrisation de prêts hypothécaires

non garantis à taux fixe par le truchement d'une autre fiduciaire qui émet des titres. À la vente de ces actifs, un gain net ou une perte nette est constaté au revenu tiré des créances titrisées. Nous demeurons responsables de l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus. Le tableau suivant résume nos activités de titrisation et de vente :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Titrisés	2 246 \$	2 785 \$	1 930 \$	5 031 \$	4 771 \$
Vendus	1 768	1 765	1 391	3 533	4 149
Produit net au comptant	1 759	1 754	1 388	3 513	4 131
Droits conservés ¹	27	31	26	58	96
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	9	8	9	17	9
Hypothèses sur les droits conservés :					
Taux de remboursement anticipé (annuellement)	11,0 - 39,0 %	12,0 - 39,0 %	12,0 - 39,0 %	11,0 - 39,0 %	12,0 - 39,0 %
Taux d'actualisation	4,1 - 4,6 %	3,5 - 4,2 %	2,6 - 3,9 %	3,5 - 4,6 %	2,6 - 4,2 %
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,1 %	s.o.	s.o.	0,0 - 0,1 %	s.o.

1) Figurent comme valeurs du compte de placement dans le bilan consolidé.

s.o. Sans objet puisque ces prêts hypothécaires sont garantis.

Cartes de crédit

Nous titrisons des créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une fiducie qui émet des valeurs mobilières. Nous conservons les relations avec la clientèle pour les obligations d'administration des créances titrisées de cartes

de crédit et nous constatons un revenu lorsque les services d'administration sont rendus. Le tableau suivant résume notre activité de titrisation :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Titrisées et vendues	109 \$	272 \$	543 \$	381 \$	543 \$
Produit net au comptant	109	272	543	381	543
Droits conservés ¹	9	23	47	32	47
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	-	1	4	1	4
Hypothèses sur les droits conservés :					
Taux de remboursement anticipé (mensuel)	43,8 %	43,5 %	44,3 %	43,5 - 43,8 %	44,3 %
Taux d'actualisation	9,0 %	9,0 %	9,0 %	9,0 %	9,0 %
Pertes sur créances prévues	3,6 %	3,6 %	3,7 %	3,6 %	3,7 %

1) Figurent comme valeurs du compte de placement dans le bilan consolidé.

Entité à détenteurs de droits variables (EDDV)

Au 30 avril 2006, les actifs consolidés en vertu de la NOC-15 de l'ICCA intitulée «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables» ont atteint 1,0 G\$, ce qui représente une baisse de 1,1 G\$ par rapport au 31 octobre

2005. Ce repli est principalement attribuable à la vente d'actifs hypothécaires dans une EDDV et à la déconsolidation de certaines EDDV.

3. Titres secondaires

Le 31 janvier 2006, conformément à leurs modalités, nous avons racheté nos débentures (titres secondaires) à 7,40 % d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 31 janvier 2011, pour leur principal impayé de 250 M\$, plus les intérêts courus et payés à la date de rachat.

Le 28 mars 2006, nous avons émis un montant en principal de 1,3 G\$ en titres secondaires, 4,55 %, venant à échéance le 28 mars 2016.

Le 25 avril 2006, conformément à leurs modalités, nous avons racheté nos débentures (titres secondaires) à 8,15 % d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 25 avril 2011, pour leur principal impayé de 250 M\$, plus les intérêts courus et payés à la date de rachat.

4. Passif au titre des actions privilégiées et capital-actions

ACTIONS EN CIRCULATION	30 avril 2006		31 octobre 2005	
	Actions en circulation		Actions en circulation	
Au	Nombre d'actions	En millions de dollars	Nombre d'actions	En millions de dollars
Actions privilégiées de catégorie A¹				
<u>Classées à titre de passif</u>				
Série 19	8 000 000	200 \$	8 000 000	200 \$
Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400
Total		600 \$		600 \$
<u>Classées à titre de capitaux propres</u>				
Série 18	12 000 000	300 \$	12 000 000	300 \$
Série 24	16 000 000	400	16 000 000	400
Série 25	16 000 000	400	16 000 000	400
Série 26	10 000 000	250	10 000 000	250
Série 27	12 000 000	300	12 000 000	300
Série 28 ²	5 658	- ³	17 658	- ³
Série 29	13 232 342	331	13 232 342	331
Série 30	16 000 000	400	16 000 000	400
Total		2 381 \$		2 381 \$
Actions ordinaires⁴	335 518 990	3 027 \$	334 007 626	2 952 \$
Options sur actions en cours	9 689 500		10 992 741	

1) Les droits et privilèges des actions privilégiées de catégorie A ainsi que les restrictions sur le versement des dividendes sont décrits à la note 14 afférente aux états financiers consolidés de 2005.

2) Le 25 novembre 2005, nous avons annoncé notre offre publique de rachat aux fins d'annulation de toutes les actions privilégiées de catégorie A, série 28 en circulation à un prix de 10,00 \$ l'action. Cette offre est valable pour une période d'au moins un an et vient à échéance à la première éventualité entre le 17 juin 2009 et la date du retrait de l'offre par la CIBC. Au cours du trimestre, aucune action n'a été présentée aux fins de rachat (au cours du premier trimestre de 2006, nous avons racheté 12 000 actions en vertu de cette offre).

3) Attribuable à l'arrondissement.

4) Déduction faite des actions non émises.

Au cours du trimestre, nous avons émis 0,8 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 39 M\$ (1,6 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 79 M\$ pour les six mois terminés le 30 avril 2006), en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Restrictions sur le versement de dividendes

En vertu de l'article 79 de la *Loi sur les banques* (Canada), il nous est interdit de verser des dividendes au cours d'un exercice donné sans l'autorisation du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) si, le jour où le dividende est déclaré, le total de tous les dividendes déclarés pour l'exercice dépasse le total de

notre bénéfice net depuis le début de l'exercice et de notre bénéfice net non réparti, tel qu'il est défini par le BSIF, des deux exercices antérieurs.

Nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour les trimestres terminés le 31 janvier 2006 et le 30 avril 2006.

Après la fin du trimestre, nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre se terminant le 31 juillet 2006.

5. Charge au titre des avantages sociaux futurs

La charge au titre des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs est comptabilisée comme suit :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Charge au titre des régimes à prestations déterminées					
Régimes de retraite	52 \$	50 \$	40 \$	102 \$	77 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	18	19	14	37	31
	70 \$	69 \$	54 \$	139 \$	108 \$
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	4 \$	3 \$	5 \$	7 \$	9 \$
Régimes de retraite gouvernementaux	22	21	22	43	44
	26 \$	24 \$	27 \$	50 \$	53 \$

6. Bénéfice par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janv. 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Résultat de base par action					
Bénéfice net	585 \$	580 \$	440 \$	1 165 \$	1 147 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(33)	(33)	(28)	(66)	(56)
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	552 \$	547 \$	412 \$	1 099 \$	1 091 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	335 147	334 357	340 461	334 745	343 413
Résultat de base par action	1,65 \$	1,64 \$	1,21 \$	3,28 \$	3,18 \$
Résultat dilué par action					
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	552 \$	547 \$	412 \$	1 099 \$	1 091 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	335 147	334 357	340 461	334 745	343 413
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	3 397	3 347	3 828	3 372	3 881
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	338 544	337 704	344 289	338 117	347 294
Résultat dilué par action	1,63 \$	1,62 \$	1,20 \$	3,25 \$	3,14 \$

- 1) Ne tiennent pas compte du nombre moyen de 10 151 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 84,69 \$ et du nombre moyen de 675 671 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 73,10 \$, respectivement, pour les trois mois terminés les 30 avril 2006 et 30 avril 2005, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC. En outre, ne tient pas compte du nombre moyen de 225 555 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,60 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2005, car ces options sont des options axées sur le rendement et les critères d'acquisition de ces options n'ont pas été respectés.
- 2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.

7. Informations sectorielles

La CIBC est organisée en deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, Finance et Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons réuni les groupes fonctionnels Administration et Technologie et opérations et avons nommé le nouveau groupe «Administration, Technologie et opérations». Nous avons également transféré certaines fonctions administratives de ce groupe au nouveau groupe fonctionnel Conformité, Affaires juridiques et réglementation.

Les informations financières des périodes précédentes ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle des nouveaux groupes fonctionnels qui a été adoptée au quatrième trimestre de 2005.

RÉSULTATS SECTORIELS

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés	Marchés	Siège social	Total
		de détail	mondiaux	et autres	CIBC
		CIBC	CIBC		
30 avril 2006	Revenu net d'intérêts	1 058 \$	(83) \$	61 \$	1 036 \$
	Revenu autre que d'intérêts	959	636	135	1 730
	Revenu intersectoriel¹	(53)	54	(1)	-
	Total des revenus	1 964	607	195	2 766
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	180	(16)	(26)	138
	Amortissement²	20	5	34	59
	Frais autres que d'intérêts	1 206	500	60	1 766
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices				
	et part des actionnaires sans contrôle	558	118	127	803
	Impôts sur les bénéfices	126	7	57	190
	Part des actionnaires sans contrôle	-	1	27	28
	Bénéfice net	432 \$	110 \$	43 \$	585 \$
	Actif moyen³	186 162 \$	101 663 \$	603 \$	288 428 \$
31 janv. 2006	Revenu net d'intérêts	1 124 \$	(24) \$	48 \$	1 148 \$
	Revenu autre que d'intérêts	991	646	64	1 701
	Revenu intersectoriel¹	(56)	57	(1)	-
	Total des revenus	2 059	679	111	2 849
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	180	(15)	1	166
	Amortissement²	22	5	34	61
	Frais autres que d'intérêts	1 214	528	65	1 807
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices				
	et part des actionnaires sans contrôle	643	161	11	815
	Impôts sur les bénéfices	205	32	1	238
	Part des actionnaires sans contrôle	-	1	(4)	(3)
	Bénéfice net	438 \$	128 \$	14 \$	580 \$
	Actif moyen³	184 548 \$	100 490 \$	641 \$	285 679 \$
30 avril 2005	Revenu net d'intérêts	1 067 \$	99 \$	58 \$	1 224 \$
	Revenu autre que d'intérêts	958	588	50	1 596
	Revenu intersectoriel¹	(54)	55	(1)	-
	Total des revenus	1 971	742	107	2 820
	Dotation à la provision pour (recouvrement de)				
	pertes sur créances	169	(9)	(1)	159
	Amortissement²	23	6	29	58
	Frais autres que d'intérêts	1 259	585	130	1 974
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices				
	et part des actionnaires sans contrôle	520	160	(51)	629
	Impôts sur les bénéfices	179	22	(25)	176
	Part des actionnaires sans contrôle	-	23	(10)	13
	Bénéfice net	341 \$	115 \$	(16) \$	440 \$
	Actif moyen³	185 588 \$	101 659 \$	555 \$	287 802 \$

RÉSULTATS SECTORIELS

En millions de dollars, pour les six mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2006	Revenu net d'intérêts	2 182 \$	(107) \$	109 \$	2 184 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 950	1 282	199	3 431
	Revenu intersectoriel¹	(109)	111	(2)	-
	Total des revenus	4 023	1 286	306	5 615
	Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	360	(31)	(25)	304
	Amortissement²	42	11	66	119
	Frais autres que d'intérêts	2 420	1 027	127	3 574
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 201	279	138	1 618
	Impôts sur les bénéfices	331	39	58	428
	Part des actionnaires sans contrôle	-	2	23	25
	Bénéfice net	870 \$	238 \$	57 \$	1 165 \$
	Actif moyen³	185 341 \$	101 067 \$	622 \$	287 030 \$
30 avril 2005	Revenu net d'intérêts	2 195 \$	236 \$	115 \$	2 546 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 994	1 144	215	3 353
	Revenu intersectoriel¹	(110)	111	(1)	-
	Total des revenus	4 079	1 491	329	5 899
	Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	363	(26)	-	337
	Amortissement²	46	12	57	115
	Frais autres que d'intérêts	2 481	1 124	213	3 818
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 189	381	59	1 629
	Impôts sur les bénéfices	370	68	21	459
	Part des actionnaires sans contrôle	-	25	(2)	23
	Bénéfice net	819 \$	288 \$	40 \$	1 147 \$
	Actif moyen³	184 787 \$	102 720 \$	542 \$	288 049 \$

1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et parce que c'est la mesure examinée par la direction. L'actif moyen de Juniper (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débetures d'Oppenheimer Holdings Inc. et d'autres actifs moyens non directement attribuables à des secteurs d'activité donnés ne sont pas affectés aux secteurs d'activité.

8. Modifications futures de conventions comptables

Instruments financiers

En janvier 2005, l'ICCA a publié de nouvelles normes comptables dont les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures», 1530, «Résultat étendu» et 3251, «Capitaux propres». La CIBC mettra en application ces nouvelles normes comptables à partir du 1^{er} novembre 2006. Ces normes favoriseront l'harmonisation avec les normes comptables américaines et internationales.

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de négociation, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur à l'exception des prêts, des créances et des placements devant être détenus jusqu'à leur échéance, qui seront évalués au coût après amortissement.

Les changements à la juste valeur des valeurs détenues à des fins de négociation continueront d'être portés aux résultats, alors que les changements de juste valeur des valeurs disponibles à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à la sortie de l'actif financier ou jusqu'à sa dépréciation.

De la même façon, les normes exigent que tous les passifs financiers soient évalués à leur juste valeur quand ils sont détenus à des fins de négociation ou s'ils sont des dérivés. Les autres passifs financiers devraient être évalués au coût.

Les normes permettent à une entité de désigner un instrument financier, à sa constatation initiale, comme un instrument qu'elle évaluera à sa juste valeur, les gains et les pertes étant constatés dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle ils se produisent.

Les dérivés seront classés comme étant détenus à des fins de négociation, à moins qu'ils soient expressément

désignés dans une relation de couverture efficace. Les normes permettent trois types de relations de couverture : les couvertures de juste valeur, les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Pour les couvertures de juste valeur, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est portée aux résultats en réduction des variations de la juste valeur attribuable au risque qui est couvert pour l'actif, le passif ou l'engagement ferme sous-jacent. Pour les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est compensée par les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats au cours de périodes futures ou à la décomptabilisation de l'investissement net. Lorsqu'un instrument dérivé est désigné comme couverture et que les

critères d'efficacité de la couverture sont satisfaits, les résultats peuvent être compensés, mais seulement dans la mesure où la couverture est efficace. L'inefficacité d'une relation de couverture sera comptabilisée dans les résultats courants.

Les autres éléments du résultat étendu seront inclus au bilan consolidé sous une rubrique distincte des capitaux propres (déduction faite des impôts et taxes) et comprendront les gains nets latents sur les valeurs disponibles à la vente, les gains nets latents sur les instruments dérivés désignés dans une couverture de flux de trésorerie efficace, ainsi que les gains et pertes de change latents et les couvertures compensatoires d'un établissement étranger autonome.

L'incidence transitoire de ces normes dépendra de la juste valeur de certaines positions dans des instruments financiers au moment de l'adoption et des stratégies de couverture déployées avant l'adoption.

9. Acquisition envisagée

Le 13 mars 2006, nous avons annoncé la signature d'une lettre d'intention non exécutoire pour acquérir la participation de 43,7 % de Barclays Bank PLC (Barclays) dans la FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean). L'opération envisagée devrait être conclue le ou vers le 31 décembre 2006 et est sous réserve du contrôle préalable, de la négociation et de la signature des documents définitifs. L'opération dépend également de l'obtention des approbations réglementaires. Sous réserve de ce qui précède, lorsque l'opération sera conclue, nous prévoyons détenir environ 87,4 % des actions ordinaires de FirstCaribbean, tandis que le reste des actions ordinaires seront détenues par des actionnaires minoritaires. Notre participation totale dépendra de la réponse des actionnaires minoritaires aux offres publiques de rachat.

Le cours de l'action pour l'opération envisagée devrait être de 1,62 \$US, soit une valeur d'environ 1,1 G \$US pour l'achat de la participation de Barclays. En vertu des modalités de la lettre d'intention non exécutoire, nous aurons l'option de payer pour l'opération envisagée au comptant ou par une combinaison d'un montant au comptant et d'actions ordinaires.

Nous comptabilisons actuellement les résultats de FirstCaribbean en vertu de la méthode de la mise en équivalence. Si l'acquisition de la participation de Barclays est réalisée, les résultats de FirstCaribbean seront consolidés dans nos états financiers en date de l'acquisition.